

RAPPORT ANNUEL  
**2006**



1946 - 2006  
UNISSONS-NOUS  
POUR LES ENFANTS

unicef 

**Note sur les sources d'information** : les données figurant dans ce rapport proviennent des statistiques les plus récentes de l'UNICEF et d'autres institutions des Nations Unies, des rapports annuels préparés par les bureaux de pays de l'UNICEF et du Rapport annuel de la Directrice générale de l'UNICEF au Conseil d'administration.

**Note sur les ressources** : toutes les sommes indiquées sont en dollars des Etats-Unis, sauf mention contraire.



## **RAPPORT ANNUEL DE L'UNICEF 2006**

Couvrant la période du 1er janvier 2006 au 31 décembre 2006

### **TABLE DES MATIÈRES**

<b>AVANT-PROPOS</b>	<b>1</b>
<b>LES ENFANTS ET LES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT</b>	<b>2</b>
<b>BEAUCOUP DE ROUTES, UNE SEULE DESTINATION</b>	<b>10</b>
<b>LES PARTENARIATS À L'ŒUVRE</b>	<b>20</b>
<b>OPÉRATIONS ET GESTION DES RESSOURCES</b>	<b>30</b>
<b>ENCADRÉS</b>	
THE BODY SHOP : ROMPRE LE SILENCE	5
IKEA : RENFORCER LA POSITION DES FEMMES, CHANGER LA VIE DES ENFANTS	19
LES ENTREPRISES SE RALLIENT À « FTSE4GOOD »	29



## AVANT-PROPOS



En 2006, l'UNICEF s'est vu décerner le Prix du Prince des Asturies, l'une des plus prestigieuses distinctions honorifiques de l'Espagne, pour son action humanitaire en faveur des enfants. Cela a été un grand honneur de recevoir cet hommage l'année même où l'UNICEF a célébré son soixantième anniversaire.

L'UNICEF s'est transformé au cours des soixante dernières années. D'une organisation intervenant en situation d'urgence, elle est devenue une référence pour les enfants, qu'ils se trouvent en situation d'urgence ou non. Aujourd'hui, l'UNICEF s'emploie à défendre les droits des enfants tout en mettant résolument l'accent sur les résultats.

Comme le montre le *Rapport annuel 2006*, grâce à ses programmes intégrés, à de solides partenariats et à une direction déterminée, l'UNICEF est plus à même de rendre compte de son action, plus guidé par les données et plus axé sur les résultats qu'il ne l'a jamais été.

Au cours de la période étudiée par ce rapport, nous avons réuni tous les représentants de l'UNICEF en Afrique subsaharienne pour évaluer les programmes relatifs à la santé et définir les moyens stratégiques de mettre en œuvre à plus grande échelle les projets qui donnent des résultats, en accordant une attention particulière aux interventions intégrées à base communautaire.

L'UNICEF continue de renforcer ses méthodes de collecte de données à l'échelle nationale. En 2006, nous avons commencé à effectuer l'Enquête en grappes à indicateurs multiples tous les trois ans au lieu de tous les cinq ans. Des statistiques et des données complémentaires sont également obtenues au moyen des enquêtes démographiques et sanitaires et du logiciel DevInfo, qui aident les pays à suivre les progrès qu'ils accomplissent en vue d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement.

Pour obtenir des résultats en faveur des enfants, l'UNICEF a développé et renforcé ses partenariats. Des alliances mondiales contribuent à nourrir les enfants et leur mère et à leur fournir des soins de santé. Des championnats sportifs et des clubs se sont joints à l'UNICEF pour promouvoir l'éducation et combattre le SIDA. Les comités nationaux et les Ambassadeurs itinérants ont aidé à attirer l'attention des habitants de la planète sur les enfants.

Ce bilan de l'année 2006 met en lumière les progrès réalisés en faveur des enfants du monde. Animés par un sentiment commun d'urgence, nous pouvons continuer à progresser vers la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement.

A handwritten signature in black ink, which appears to read 'Ann M. Veneman'.

Ann M. Veneman  
Directrice générale de l'UNICEF



# LES ENFANTS ET LES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT



## LES ENFANTS AU PREMIER PLAN

Soixante-quatre adolescents des pays du G8 – l'Allemagne, le Canada, les Etats-Unis, la Fédération de Russie, la France, l'Italie, le Japon et le Royaume-Uni – se sont réunis à Saint-Petersbourg (Fédération de Russie) en juillet 2006, à l'occasion de ce qu'on a appelé le Junior 8 (J8). Pendant près de deux semaines, ils se sont penchés sur des questions urgentes : l'éducation, le VIH/SIDA, l'énergie et la tolérance. Non loin de là, les dirigeants du G8 débattaient également de ces questions

Le 16 juillet, pour la première fois lors d'un sommet du G8, les délégués du J8 se sont adressés aux dirigeants de la planète et ont fait part de leurs suggestions en vue de bâtir un avenir d'espoir et de paix. S'inspirant de jeunes habitants des pays en développement qui avaient participé à des visioconférences organisées à Bangkok, au Caire, à Johannesburg et à Mexico, leurs propositions visaient à garantir l'égalité d'accès à un enseignement gratuit et de qualité, à prendre des mesures urgentes de protection de l'environnement et à mettre fin à la violence et à la discrimination. Ces adolescents idéalistes et dynamiques ont conçu des projets précis qui pourraient permettre de réaliser leurs objectifs. Refusant toute vision idéalisée de la situation, ils ont exigé une action concrète et une véritable responsabilisation des dirigeants.

Cette réunion historique, bénéficiant du soutien de la Morgan Stanley International Foundation et de l'UNICEF, est emblématique de la voie à suivre pour progresser : les jeunes sont des partenaires essentiels du développement et les enfants figurent au cœur des Objectifs du Millénaire pour le développement. Elle témoigne également de l'approche que suit l'UNICEF en vue de réaliser les promesses énoncées dans la Déclaration du Millénaire.

Comme ce rapport annuel le montre, la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement s'apparente à un parcours jonché d'obstacles – pauvreté irréductible, discrimination sexiste persistante, manque d'installations sanitaires de base et d'eau potable, maladies omniprésentes et analphabétisme transmis de génération en génération. Mais le bilan de l'année 2006 prouve également qu'une détermination infaillible, de solides partenariats, de judicieux investissements et une définition précise des responsabilités engendrent d'impressionnants progrès et des modèles de développement durable.





## LES YEUX FIXÉS SUR LES ENFANTS

Les enfants sont au cœur de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement. Ce constat, qui n'était auparavant qu'une forte intuition, est désormais une certitude absolue. La situation des enfants est un très bon indicateur des progrès réalisés en vue d'éliminer la pauvreté extrême et ses conséquences mortelles. Alors que la première décennie du XXI<sup>e</sup> siècle est déjà plus qu'à moitié écoulée, il y a toutes les raisons de s'inquiéter car, dans l'ensemble des pays en développement, les jeunes sont en grand danger.

Si toute la population de Séoul (République de Corée) mourait en l'espace d'un an, une onde de choc secouerait le monde entier. Mais la mort chaque année d'au moins 10 millions d'enfants de moins de cinq ans suscite à peine un vague sursaut d'indignation. Ce chiffre est d'autant plus tragique que les deux tiers de ces décès pourraient être évités. À l'image du canari dans une mine de charbon privée d'oxygène, la mort de ces enfants rappelle de façon sinistre que, au train où vont les choses, nous ne parviendrons pas à respecter les échéances des Objectifs du Millénaire pour le développement à l'échelle mondiale.

Près de 4 millions de nouveau-nés ne survivent pas plus d'un mois. Un demi million de femmes meurent chaque année pendant leur grossesse, laissant derrière elle d'innombrables orphelins. Un enfant sur six souffre de la faim. Un enfant sur sept ne bénéficie d'aucun soin de santé. Plus d'un milliard de personnes n'ont pas accès à l'eau potable et 40 % de la population mondiale vit sans installations sanitaires de base. Environ 115 millions d'enfants en âge d'aller à l'école

primaire ne sont pas scolarisés, situation dont les filles pâtissent de façon disproportionnée. Bien que les maladies pouvant être évitées par des vaccins régressent, les infections respiratoires aiguës, le paludisme, les maladies diarrhéiques, la dénutrition des enfants et des mères, l'insalubrité ambiante et les accidents tuent un nombre incalculable d'enfants.

Le VIH/SIDA continue de ravager des communautés entières, des pays et des continents. On estime à 2,3 millions le nombre d'enfants séropositifs. Des millions d'autres sont touchés par la maladie de leurs parents et 15 millions sont orphelins. Des pans entiers de systèmes scolaires s'effondrent, à mesure que les enseignants et les administrateurs qualifiés tombent malades ou meurent du SIDA.

Les enfants continuent de souffrir de façon disproportionnée des guerres, qu'ils soient recrutés comme soldats ou contraints de quitter leur foyer et jetés à la rue par des conflits armés ou d'autres catastrophes et ils sont fréquemment victimes de la violence. Des jeunes sont vendus comme du bétail, victimes de l'exploitation sexuelle à des fins commerciales et des pires formes de travail.

L'échéance des Objectifs du Millénaire pour le développement approche à grands pas. Cette nécessité urgente d'atteindre des jalons assortis de dates précises ne fait qu'intensifier l'engagement de l'UNICEF en faveur des enfants, sa volonté d'efficacité et de transparence, sa reconnaissance de la synergie des objectifs et ses partenariats actuels avec les secteurs public et privé.

\* Toutes les données de ce rapport se fondent sur les estimations disponibles les plus récentes.

## THE BODY SHOP : ROMPRE LE SILENCE

Les secrets les mieux gardés sont parfois les plus douloureux. Telle est la situation de 275 millions d'enfants de par le monde qui sont, selon les estimations, témoins de violences. Ils se sentent souvent seuls, terrifiés et invisibles et leurs secrets d'enfants ne s'accompagnent pas des rires partagés et des chuchotements joyeux de l'innocence, mais de la panique, de la honte et des séquelles psychologiques des traumatismes.

Pour ces victimes méconnues de la brutalité familiale, voir un parent ou une personne qui s'occupe d'elles se faire battre, malmené, souffrir en un mot, peut avoir des effets qui dureront toute la vie. C'est pour cette raison que The Body Shop International, l'UNICEF et le secrétariat chargé de l'étude du Secrétaire général de l'ONU sur la violence contre les enfants ont entrepris ensemble d'attirer l'attention sur cette pandémie qui sévit dans le plus grand secret.

The Body Shop International, détaillant de produits de beauté, œuvre depuis longtemps en faveur de causes humanitaires. En 2004, The Body Shop a lancé la campagne de sensibilisation mondiale « Halte à la violence à la maison », une campagne qui se poursuit actuellement. Certes, les effets dévastateurs de la violence familiale sur les femmes ont fait l'objet d'études plus approfondies ces dernières années mais on en sait beaucoup moins sur les préjudices que subissent les enfants témoins de ces actes de maltraitance. Lorsqu'il a commencé à s'intéresser aux plus jeunes victimes de cet énorme problème, The Body Shop a naturellement fait appel à l'UNICEF.

La campagne « Halte à la violence à la maison » de The Body Shop a été lancée dans 50 pays en août 2006. Par l'intermédiaire de plus de 2 000 magasins répartis de par le monde et des réseaux de vente à domicile des États-Unis et du Royaume-Uni, cette campagne a sensibilisé la population et réuni des fonds permettant d'aider les partenaires locaux à prévenir la violence familiale et à dispenser des traitements.

*Behind Closed Doors : The impact of domestic violence on children* (« Derrière des portes fermées : l'impact de la violence familiale sur les enfants ») est une publication commune de l'UNICEF et de The Body Shop qui met l'accent

sur le lien étroit existant entre la violence familiale et la maltraitance des enfants. Parmi les enfants ayant subi des mauvais traitements, 40 % signalent des violences familiales dans leur foyer. Il est également indiqué dans le rapport que les enfants issus de foyers violents ont souvent des problèmes d'apprentissage, des compétences sociales limitées, des comportements agressifs, une faible estime de soi, des problèmes de dépression et d'anxiété et risquent davantage de connaître la violence familiale à l'âge adulte, en tant que victimes ou qu'auteurs de ces violences.

L'UNICEF distribue cette publication par l'intermédiaire de ses comités nationaux et ses bureaux de pays. The Body Shop coordonne la campagne sur ses marchés mondiaux. L'objectif est de sensibiliser la population et de favoriser le dialogue sur cette pandémie souvent passée sous silence et d'encourager les gouvernements à adopter des lois qui érigent la violence familiale en délit et à établir des programmes d'aide aux enfants. En plus de ces efforts de sensibilisation, les brochures et dépliants de la campagne distribués dans les magasins servent à réunir des fonds destinés aux organisations non gouvernementales qui viennent en aide aux enfants victimes de la violence familiale.

« Grâce à l'appui de l'UNICEF et à la passion et la détermination du personnel des magasins de The Body Shop, la campagne joue un rôle vital car elle fait sortir de l'intimité familiale et dévoile au grand jour un problème très complexe et délicat », déclare Christopher Davis, responsable mondial des campagnes de The Body Shop International. « En créant cette publication et en diffusant les conclusions partout dans le monde, on a pu mieux faire connaître la campagne et bénéficier d'un plus grand appui, ce qui est notre objectif ultime : faire vraiment évoluer les choses, sensibiliser la population et réunir des fonds en faveur des enfants du monde entier. »

The Body Shop et l'UNICEF sont déterminés à obtenir des résultats à long terme grâce à cette campagne. Ils unissent leurs efforts afin d'ouvrir tout grand les portes derrière lesquelles des enfants apeurés attendent d'être sauvés.

## DES RÉSULTATS QUANTIFIABLES

Les bonnes intentions ne sauraient remplacer des résultats quantifiables. L'analyse de données permet à l'UNICEF de mettre en œuvre à plus grande échelle les programmes qui sont efficaces et d'investir dans les campagnes qui produiront d'importants résultats.

L'UNICEF a mis au point en 1995 les enquêtes en grappes à indicateurs multiples afin d'obtenir rapidement et de façon économique des données précises. Cette enquête auprès des ménages est un outil essentiel pour suivre les progrès accomplis dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement. Les résultats de cette enquête contribuent à garantir l'exactitude et l'exhaustivité de la série de rapports publiée par l'UNICEF intitulée *Progrès pour les enfants*, qui fait le point sur les Objectifs du Millénaire pour le développement. Les deux rapports publiés en 2006 portent sur la nutrition et l'eau et l'assainissement.

Il est ressorti d'une enquête en grappes à indicateurs multiples réalisée en 2006 en République centrafricaine que les taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans et des mères étaient inacceptables. Les résultats de cette enquête permettent d'élaborer un projet de programme national de survie et de développement de l'enfance. Au Niger, une enquête en grappes à indicateurs multiples a permis au gouvernement de comparer les chiffres de 2000 et de 2006 et de suivre ainsi les progrès réalisés en vue de réduire la mortalité des moins de cinq ans et de promouvoir l'allaitement exclusif au sein. Et, en Thaïlande, l'enquête en grappes à indicateurs multiples de 2006 aide le gouvernement à quantifier les disparités en matière d'éducation entre les



minorités ethniques, les enfants de migrants et d'autres groupes vulnérables et le reste de la population. L'enquête en grappes à indicateurs multiples est employée dans 55 pays et sera, à compter de 2006, effectuée tous les trois ans, au lieu de tous les cinq ans précédemment.

En plus de ces enquêtes, l'UNICEF obtient des données au moyen des enquêtes démographiques et sanitaires et a investi dans la création du logiciel DevInfo, qui aide les pays à suivre les progrès accomplis vers la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement et d'autres jalons importants. La principale publication annuelle de l'UNICEF, *La Situation des enfants dans le monde*, outil essentiel pour les spécialistes du développement et les défenseurs des droits de l'enfant, repose ainsi sur de solides données.



## LA FORCE DE SYNERGIE

L'UNICEF a célébré son soixantième anniversaire en 2006. Tout au long de son histoire, l'UNICEF a formé de solides partenariats. En 2006, l'organisation a renforcé ses collaborations de longue date tout en constituant de nouvelles alliances.

Un groupe d'organismes des Nations Unies, dont le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA), le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), les Volontaires des Nations Unies (VNU), le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA) et l'UNICEF ont mis en place une phase expérimentale du programme « une seule ONU » au Viet Nam. Ces organismes uniront leurs efforts pour éviter la dispersion et le double emploi des services. Le Viet Nam, ainsi que l'Albanie, le Cap-Vert, le Mozambique, le Pakistan, le Rwanda, la République-Unie de Tanzanie et l'Uruguay ont fait œuvre de pionnier dans le cadre de cette réforme,

le but étant d'unifier l'action des organismes des Nations Unies sur le terrain.

En mai 2006, les directeurs généraux de l'UNICEF et du Programme alimentaire mondial ont effectué une visite commune au Panama. Ils ont rencontré les directeurs des bureaux de pays de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes afin d'intensifier l'action commune menée contre la dénutrition des enfants et le SIDA.

Les Objectifs du Millénaire pour le développement se renforcent mutuellement et intensifient la volonté de l'UNICEF de mener une action multisectorielle. Par exemple, le quatrième objectif – réduire de deux tiers le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans – ne sera pas atteint si l'on n'améliore pas également la santé maternelle. En 2006, les notions de santé maternelle et de survie de l'enfant ont pris un nouveau sens lorsque, en Inde, l'UNICEF a fait bénéficier la tribu Onge de services anténatals et néonatals à domicile. Les Onge, qui sont l'une de quatre tribus de « Negritos » du district



d'Andaman, déjà présente à l'âge de pierre, ne compte que 105 personnes. Maintenir en vie ces mères et ces enfants ne relève pas seulement d'une bonne approche des soins de santé; c'est également un combat contre l'extinction.

Les programmes éducatifs de l'UNICEF prouvent l'efficacité d'une coopération plurisectorielle. L'éducation des filles ne relève par exemple pas seulement de la responsabilité des spécialistes de l'éducation. La non-scolarisation des filles a de multiples raisons. L'amélioration de l'approvisionnement en eau, l'installation de sanitaires séparés pour les filles et les garçons, le renforcement des conditions de sécurité, l'élimination des droits de scolarité et des uniformes, et les incitations monétaires ayant pour but de scolariser les filles sont autant d'éléments cruciaux à prendre en compte si l'on entend accroître le pouvoir d'action des femmes et des filles et mettre fin aux disparités entre les sexes en matière d'éducation.

En Indonésie, l'intégration sectorielle a été un aspect essentiel du programme de « reconstruction en mieux » entrepris après le tsunami de 2004. Les deux premières de

367 écoles permanentes ont ouvert leurs portes dans la province d'Aceh en septembre 2006. À la fin de l'année, dix écoles avaient été achevées. Ces bâtiments résistants aux tremblements de terre sont dotés de salles de classe spacieuses, d'éclairage, de meubles, d'eau courante, de toilettes séparées pour les filles et les garçons et de terrains de sport. Grâce à ces différentes caractéristiques, les écoles attirent tous les enfants – filles et garçons – dans les salles de classe.

En août 2006, l'Union européenne a fait don de 3,7 millions d'euros (environ 4,7 millions de dollars) à un projet de l'UNICEF ayant pour but d'approvisionner en eau potable et de doter de systèmes d'assainissement améliorés 500 000 personnes infectées ou affectées par le SIDA au Zimbabwe. Ce don, la plus importante somme versée à un projet d'eau et d'assainissement de l'UNICEF au Zimbabwe, souligne à quel point il est important de disposer d'eau potable et d'installations sanitaires pour se protéger contre les maladies liées au VIH. Ce projet vise à favoriser l'hygiène, à construire des latrines dans les foyers et les écoles, à créer des jardins qui contribueront à une alimentation nutritive et à forer des puits dont on a tant besoin.

## DES ENFANTS TOURNÉS VERS L'AVENIR

Tandis que l'UNICEF et ses alliés suivent de très près la situation des enfants, les jeunes ont les yeux tournés vers l'avenir. Ils se sont révélés être des acteurs essentiels du développement, participant activement à des mouvements internationaux tels que *Unissons-nous pour les enfants, contre le SIDA*, l'Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles, le Forum mondial de l'eau et *Unissons-nous pour les enfants, pour la paix*.

En Angola, des adolescents se sont réunis à Luanda à l'occasion du Festival de musique de jeunes sur le VIH/SIDA, qui a marqué l'aboutissement d'un programme *Unissons-nous pour les enfants, contre le SIDA*. Ce partenariat entre l'UNICEF, le Ministère de l'éducation et le Ministère de la santé de l'Angola, l'ONUSIDA, les pouvoirs publics des provinces, les organisations non gouvernementales et les jeunes fait participer des élèves du secondaire à des activités de sensibilisation et de prévention du VIH. Dans le cadre de clubs sur le VIH/SIDA et la situation des femmes, des élèves de 9 à 18 ans ont participé à la campagne au moyen d'activités de lecture, d'écriture et de théâtre. Tout au long de l'année 2006, ces clubs ont écrit et présenté des chansons, la finale nationale organisée le 3 décembre opposant des représentants de 18 provinces angolaises.

Au Népal, où les troubles politiques perturbent la vie quotidienne, la contribution des enfants à l'Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles est décisive. En 2006, les jeunes ont continué à se faire entendre lors de rassemblements intitulés « Bienvenue à l'école », visant à encourager les parents à envoyer leurs filles et leurs fils à l'école. Tout en brandissant des pancartes et en chantant des slogans, les enfants ont fait connaître les délais d'inscription et ont distribué des cartes incitant les parents à inscrire leurs enfants à l'école.

Lors du quatrième Forum mondial de l'eau organisé à Mexico en mars, 110 jeunes militants originaires de 29 pays ont rencontré des ministres pour proposer des solutions au problème de l'eau, de plus en plus grave. Non contents de réaffirmer le Manifeste des enfants pour l'eau, adopté en 2003, ils ont reproché aux dirigeants de la planète le manque d'action concrète à cet égard. Ils ont rappelé aux adultes que 400 millions d'enfants n'avaient pas assez d'eau potable et ont affirmé que cette inaction « tue [leur] avenir ». Ils ont

conclu leur appel à l'action en ces termes :  
« Nous, les enfants du monde, sommes prêts à travailler avec vous. Et vous, êtes-vous prêts à travailler avec nous ? »





**BEAUCOUP DE ROUTES,  
UNE SEULE  
DESTINATION**



Les Objectifs du Millénaire pour le développement s'enchevêtrent comme les racines d'un arbre et ensemble, ils forment le socle d'un monde affranchi de la pauvreté, de la faim, de la maladie, de l'ignorance, des inégalités et de la violence. Ces objectifs ne peuvent pas être conquis indépendamment les uns des autres.

Il en va de même pour les enfants : ils ne peuvent pas survivre et s'épanouir quand les éléments essentiels de leur vie – la famille, la nutrition, les soins médicaux, l'éducation, la sécurité et le jeu – sont morcelés.

## SURVIE ET DÉVELOPPEMENT DE L'ENFANT

Les principales causes de mortalité des nourrissons et des enfants sont la pneumonie, les maladies diarrhéiques, le paludisme et la rougeole. En 2006, l'UNICEF et l'Organisation mondiale de la Santé ont publié ensemble un document capital, *La pneumonie de l'enfant, un fléau oublié*, qui montre que la pneumonie est la principale cause de décès des enfants de moins de 5 ans. La pneumonie fait plus de victimes que le SIDA, le paludisme et la rougeole réunis.

Le Programme accéléré pour la survie et le développement de l'enfant, soutenu par l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et l'UNICEF, permet d'atteindre plus de 16 millions de personnes dans 11 pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale où les taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans sont élevés. Les interventions destinées aux jeunes enfants portent sur la nutrition, la vaccination, la supplémentation en vitamine A et la réhydratation par voie orale dans le cadre de la prise en charge de la diarrhée. On encourage également l'allaitement exclusif au sein pendant les six premiers mois de la vie. La distribution de moustiquaires imprégnées d'insecticide, de médicaments antipaludiques et l'application d'un traitement préventif pendant la grossesse font partie des interventions menées dans le cadre de la lutte contre le paludisme. La prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant est aussi un volet intégral du programme. En 2006, le Ghana a élargi et fait de cette approche globale sa politique nationale.



En Asie du Sud, la stratégie visant à atteindre chaque district contribue toujours largement à l'amélioration des taux de survie des enfants grâce à une administration plus systématique du vaccin contre la diphtérie, le tétanos et la coqueluche sur l'ensemble du territoire national. Sensibilisation de la communauté, supervision formation, collecte de données et suivi sont autant d'activités qui ont permis aux grandes campagnes de vaccination d'atteindre un nombre élevé d'enfants. L'UNICEF a aidé l'Afghanistan, l'Inde, le Népal et le Pakistan à assurer la formation de femmes volontaires qui sont aujourd'hui capables d'administrer le vaccin antipoliomyélique et de promouvoir la vaccination contre le tétanos maternel et infantile.

En 2005, le taux de mortalité des nourrissons a atteint un sommet alarmant de 165 décès pour 1 000 naissances vivantes en Afghanistan. Une grande campagne de vaccination menée en collaboration avec le Ministère de la santé publique a permis de vacciner plus de 1 million d'enfants de moins de 5 ans contre la rougeole et plus de 700 000 femmes en âge d'avoir des enfants contre le tétanos en 2006.

Dans 22 pays, des vaccinations supplémentaires par l'anatoxine tétanique ont été administrées pendant l'année 2006. Près de 11,5 millions de femmes en âge d'avoir des enfants ont reçu une première dose de vaccin, tandis que 29 autres millions de femmes ont reçu leur deuxième ou leur troisième dose de vaccin.

En 2006, le Bangladesh, avec le soutien de l'Organisation mondiale de la Santé et de l'UNICEF, a lancé la plus grande campagne d'éradication de la rougeole jamais organisée; en 20 jours seulement, cette initiative a permis de vacciner 33,5 millions d'enfants âgés de 9 mois à 10 ans.

Le résultat le plus frappant de cette approche intégrée de la survie et du développement de l'enfant, on le trouve peut-être dans la réduction du nombre de pays dans lesquels la poliomyélite est toujours endémique. L'Égypte et le Niger ont pratiquement éliminé la transmission du virus de la poliomyélite en 2006. Les autres pays dans lesquels la maladie est encore endémique, à savoir l'Afghanistan, l'Inde, le Nigéria et le Pakistan, ont réussi, grâce à des campagnes coordonnées, à limiter la propagation de la maladie et le rayon géographique dans lequel elle sévit.

Au Nigéria, par exemple, des Journées de vaccination « Plus » (vaccination universelle des enfants et renforcement des services de santé primaire) ont été organisées dans les États à haut risque, ce qui a permis d'administrer le vaccin antipoliomyélique, des suppléments de vitamine A et un traitement anthelminthique en même temps que le vaccin antirougeoleux, et également de distribuer des moustiquaires traitées à l'insecticide. Cette campagne de grande envergure a été financée par l'Agence canadienne de développement international, les Comités allemand et suédois pour l'UNICEF, les Gouvernements japonais et norvégien, Rotary International, les Centers for Disease Control and Prevention des États-Unis, et l'UNICEF. Grâce à cette initiative, le pourcentage d'enfants nigériens qui ne sont pas vaccinés contre la poliomyélite a nettement fléchi, passant de 50 % au premier trimestre de 2006 à 20 % au troisième trimestre.

L'intégration des services a permis d'atteindre des résultats exceptionnels. Le paludisme, la maladie qui tue le plus grand nombre d'enfants en Afrique subsaharienne, reste un formidable ennemi. Grâce au soutien financier de la Malaria Initiative du Président des États-Unis, de la Stratégie mondiale et du programme renforcé de lutte contre le paludisme en Afrique (Booster Program) de la Banque mondiale, ainsi que du Fonds mondial pour la lutte contre le VIH/SIDA, le paludisme et la tuberculose, la couverture par les moustiquaires traitées à l'insecticide a été nettement élargie en 2006. Le Togo se rapproche de l'objectif d'une couverture de 60 % fixé dans la Déclaration d'Abuja « Faire reculer le paludisme en Afrique », et l'Érythrée, le Malawi, le Mali, la République-Unie de Tanzanie, le Sénégal et la Zambie affichent des progrès réguliers. Par ailleurs, 68 pays ont adopté la thérapeutique combinée à base d'artémésinine dans le traitement du paludisme et 42 de ces pays utilisent cette thérapeutique en première ligne de défense, ce qui représente un profond changement de stratégie.

La participation des agents de santé communautaires a contribué à améliorer la qualité des soins administrés aux femmes enceintes, aux nouveau-nés et aux jeunes enfants en encourageant les naissances assistées, l'allaitement exclusif au sein dès la naissance et d'autres pratiques sans danger. En 2006, des programmes de soins post-natals

à domicile ont été lancés en Afrique du Sud, en Indonésie, au Népal, en Ouganda, en République-Unie de Tanzanie, en Somalie et au Yémen. Les réseaux de soutien communautaire et les campagnes médiatiques ont contribué à la progression rapide de l'allaitement exclusif au sein en Bolivie, en Colombie, au Lesotho et à Madagascar.

L'engagement à appliquer des programmes communautaires intégrés en faveur des jeunes enfants a encore été renforcé par des activités de sensibilisation et des décisions législatives. En septembre 2006, le Gouvernement norvégien, la revue médicale *The Lancet* et l'UNICEF ont organisé ensemble un symposium à New York sur la survie de l'enfant qui a coïncidé avec l'Assemblée générale des Nations Unies. Plusieurs orateurs, notamment le Président de l'Afghanistan, S.E. M. Hâmid Karzai, S.M. la Reine Rania Al-Abdullah de Jordanie, le Président de Madagascar, S.E. M. Marc Ravalomanana et le Premier Ministre norvégien S.E. M. Jens Stoltenberg, ont lancé un appel en

faveur d'une injection de capitaux dans les services de santé infantile.

En mars 2006, la Présidente du Chili, S.E. Mme Michelle Bachelet, a invité l'UNICEF et 13 autres organismes à participer à un Conseil consultatif présidentiel sur la réforme en faveur du jeune enfant qui a pour but de fournir aux nourrissons et aux jeunes enfants tout l'éventail de soins dont ils ont besoin indépendamment de leur sexe, appartenance ethnique, statut social et de la situation de leurs parents.

La réunion des Représentants de pays de l'UNICEF de l'ensemble du continent africain, qui s'est déroulée à Dakar (Sénégal) en novembre 2006, a permis aux participants de partager les bonnes pratiques et les leçons tirées du programme accéléré en faveur de la survie et du développement de l'enfant, d'adopter des plans d'action et des stratégies en faveur de la survie de l'enfant et de stimuler les mécanismes de responsabilisation.

## ÉDUCATION DE BASE ET ÉGALITÉ DES SEXES

La scolarisation dans le primaire est en pleine expansion dans plusieurs pays car les dirigeants comprennent aujourd'hui que l'avenir de leur pays est directement lié à l'éducation de leurs enfants. Mais il y a encore beaucoup trop d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire (environ 115 millions de filles et de garçons) qui ne sont toujours pas scolarisés.

Mais même avec l'augmentation des taux de scolarisation, deux autres problèmes majeurs subsistent : l'impossibilité pour certains jeunes d'achever leur éducation et les disparités entre les sexes en milieu scolaire. Les taux affichés dans les données nationales sont supérieurs à ceux des enquêtes sur les ménages qui identifient les enfants inscrits à l'école mais qui n'y vont pas. Les jeunes de familles pauvres, vivant en zones rurales, ou appartenant à des familles dans lesquelles les mères ne sont pas instruites, ont moins de chances d'aller à l'école que les autres enfants. L'UNICEF essaie d'aider les enfants exclus en menant diverses interventions : initiatives en faveur de l'éducation des filles, campagnes en faveur de la suppression des frais de scolarité, efforts visant à faire reculer le travail des enfants, promotion de l'enseignement bilingue pour les élèves autochtones et possibilités d'avoir accès à l'instruction pour les enfants handicapés et les jeunes affectés par le SIDA.



Les taux d'achèvement de la scolarité sont fonction de la préparation des enfants à intégrer le milieu scolaire. L'UNICEF a travaillé avec le Cambodge, la Chine, la Géorgie et l'Ouzbékistan à l'élaboration de normes nationales de préparation à la scolarité, et il a soutenu des initiatives d'éducation des parents et des programmes préscolaires dans l'ex-République yougoslave de Macédoine, en Moldova, République islamique d'Iran, Roumanie et Togo; il a aussi encouragé le Bélarus et la Jamaïque à développer des programmes d'éducation spécialisée pour les enfants handicapés.

L'UNICEF soutient les écoles qui sont bien adaptées aux besoins des enfants – des espaces sûrs, sans danger pour la santé, stimulants, répondant aux besoins des filles comme des garçons, et donnant la priorité à l'élève. À la fin de 2006, 54 pays avaient adopté des normes de qualité pour l'enseignement primaire en s'appuyant sur un modèle reconnu d'écoles adaptées aux enfants.

Ce type d'écoles – qui ont l'eau potable, des installations sanitaires propres, séparées pour les filles et les garçons, et qui offrent des cours en matière d'hygiène – a une incidence sur la vie des enfants qui ne se limite pas à la salle de classe. Les élèves rapportent les notions d'hygiène à la maison et font évoluer les comportements dans leur famille. L'eau, l'assainissement et l'éducation en matière d'hygiène permettent aux filles de fréquenter l'école. Les sources d'eau centrales libèrent les filles de la lourde, et souvent dangereuse, tâche qui consiste à aller chercher de l'eau. Les installations séparées pour les filles et les garçons donnent aux petites filles et aux jeunes femmes l'intimité dont elles ont besoin et répondent aux inquiétudes des parents concernant la sécurité et la dignité de leurs filles.

En 2006, l'UNICEF a élargi la couverture par l'eau et l'assainissement dans les écoles de 85 pays, par rapport à 76 pays en 2004. Au Cameroun, au Pakistan et en République démocratique du Congo, par exemple, les lignes directrices nationales relatives à l'éducation mentionnent l'éducation participative en matière d'hygiène et la nécessité d'équiper les écoles d'installations sanitaires sûres et séparées pour les filles et les garçons. En Inde et au Kenya, de grandes études sur l'impact et la durabilité des initiatives relatives à l'eau, l'assainissement et l'hygiène dans les écoles ont débuté en 2006.

L'éducation des filles reste une priorité pour l'UNICEF, et les bureaux de pays ont indiqué que

69 pays possédaient des plans nationaux de lutte contre les disparités liées au sexe, contre 59 en 2005.

En 2006, la Côte d'Ivoire a élaboré une stratégie nationale pour l'accélération de l'éducation des filles, le Mali a adopté des mesures spécifiques visant à améliorer l'accès à l'éducation des filles vivant dans des zones rurales pauvres et il a lancé une formation pour les enseignants sur la question de l'égalité des sexes, et la République démocratique du Congo a intégré l'accès universel à l'éducation primaire dans sa nouvelle constitution. En 2006, la Sierra Leone a aboli les frais de scolarité pour certains niveaux de scolarité, et l'éducation gratuite a été élargie aux sept classes du cycle primaire au Lesotho. L'UNICEF a soutenu des programmes de bourses et d'incitation financière au Kenya et au Libéria; il a en outre augmenté le montant des bourses d'étude dans les municipalités les plus pauvres du Guatemala pour aider à garder les filles à l'école.

Dans le domaine du soutien à l'éducation des filles, l'Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles, un partenariat dynamique unissant une bonne trentaine d'institutions des Nations Unies, donateurs, organisations non gouvernementales et autres entités, s'est élargie et elle englobe aujourd'hui 36 pays. Un plan conjoint UNICEF-UNESCO d'éducation pour tous portant sur deux ans a été adopté au Turkménistan. Des initiatives mixtes en faveur de l'éducation de base et de l'éducation des filles ont débuté en Égypte et au Mozambique, et l'UNICEF a contribué à l'affectation de plus de 42 millions de dollars au titre de l'assistance technique au Kirghizistan, à la Moldova et au Tadjikistan, et de 70 millions de dollars au Rwanda, en privilégiant l'éducation des filles.

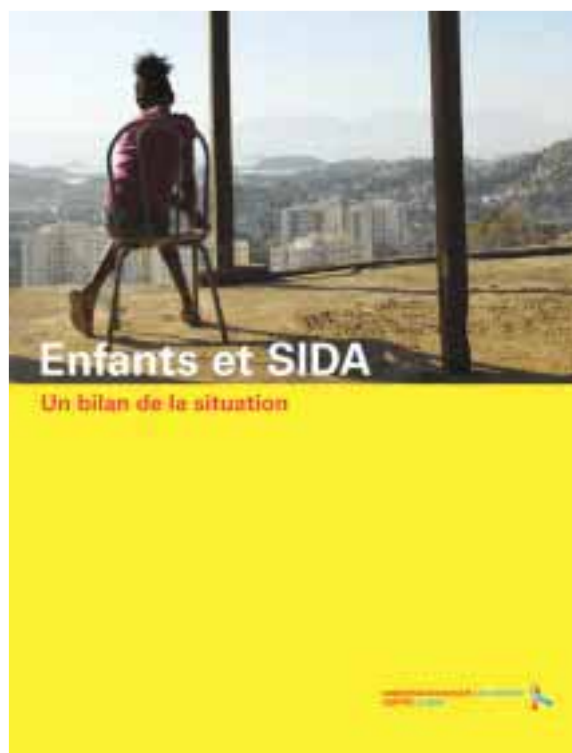
On a redoublé d'efforts en faveur de l'éducation de type non scolaire destinée aux enfants exclus et plus âgés. Au Bangladesh, par exemple, 50 000 enfants des villes ont été admis dans 2 000 nouveaux centres d'apprentissage dans le cadre d'un projet d'éducation de base pour les enfants des zones urbaines qui travaillent et qui sont difficiles à joindre. Des élèves âgés de 10 et 14 ans, surtout des filles, ont participé à des discussions animées et ont acquis des compétences pratiques, le but étant de briser le cycle de la pauvreté. Au Myanmar, une initiative nationale, « Lisons », intègre les jeunes qui ne fréquentent pas l'école dans des activités leur permettant d'acquérir des compétences pratiques et dans des cours de prévention du VIH.

## UNISSONS-NOUS CONTRE LE SIDA

Dans le passé, nous avons eu peu d'occasions de nous réjouir des résultats de notre action contre le SIDA. Mais en 2006, quelques bonnes nouvelles nous sont parvenues. Les données réunies dans le cadre d'enquêtes nationales effectuées en 2005 dans six des pays les plus éprouvés par le SIDA révèlent un recul de 25 % de la prévalence du VIH chez les jeunes âgés de 15 à 24 ans. Dans 11 des 24 pays qui ont présenté des rapports, le pourcentage de filles ayant des rapports sexuels avant l'âge de 15 ans a reculé. Et 15 des 24 pays d'Afrique subsaharienne ont indiqué que l'écart, en termes de fréquentation scolaire, entre les orphelins et les autres enfants s'était partiellement comblé. S'il est impossible aujourd'hui de déterminer le pourcentage exact des fonds affectés à la lutte contre le SIDA qui ont été consacrés spécifiquement aux enfants, le montant total des fonds devait être de l'ordre de 9 milliards de dollars en 2006, à comparer aux 4,7 milliards qui étaient disponibles en 2003.

En dépit de ces nouvelles encourageantes, le SIDA continue à causer des ravages partout dans le monde, et chez les enfants en particulier. En 2006, les activités ont privilégié quatre volets, comme l'année précédente : la prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant; la fourniture d'un traitement pédiatrique; la prévention de l'infection chez les adolescents et les jeunes; et la protection et le soutien aux enfants frappés par le VIH/SIDA.

La couverture par le traitement de prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant ne dépassait pas les 9 % dans le monde en 2005. Les soins pédiatriques aux enfants séropositifs



sont loin derrière les taux déjà très limités de traitement des adultes dans la majorité des pays. Pour remédier à la pénurie de soins dispensés aux mères séropositives et à leurs enfants, l'UNICEF a soutenu des programmes de prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant dans 91 pays. Dans certains pays comme l'Afrique du Sud, l'Angola, le Botswana, le Cambodge, le Mozambique, la Namibie, le Népal, le Niger et la République centrafricaine, l'UNICEF a élargi les services existants de prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant.

Soucieux de développer vigoureusement le traitement du VIH pédiatrique, l'UNICEF et l'Organisation mondiale de la Santé ont organisé une consultation d'experts sur le sujet. Les spécialistes du sujet et ceux de la survie de l'enfant ont analysé les données scientifiques et les leçons tirées des programmes pour créer un Cadre de soins, soutien et traitement pédiatriques à l'usage des responsables de programmes nationaux de lutte contre le VIH, de programmes nationaux en faveur de la survie de l'enfant et de leurs partenaires.

Malheureusement, les plans d'action ne débouchent pas automatiquement sur des prestations de services, la protection et les soins accordés aux enfants orphelins ou vulnérables à cause du VIH et du SIDA en sont la preuve. Cependant quelques initiatives intéressantes ont vu le jour l'an dernier. Au Botswana, par

exemple, 95 % des ménages affectés par le VIH et le SIDA ont reçu une forme ou une autre d'aide extérieure. Le Kenya, le Malawi et le Mozambique ont mis au point des programmes pilotes de transfert de fonds vers leurs régions les plus défavorisées. Une enquête réalisée en 2006 sur les initiatives lancées par des organisations non gouvernementales dans 28 pays d'Afrique subsaharienne a permis d'établir que près de 3,3 millions d'orphelins et d'enfants vulnérables avaient accès à diverses formes d'assistance : éducation, suivi médical de routine, alimentation, moyens d'existence ou soutien psychosocial.

Au Malawi, en Namibie et au Zimbabwe, l'UNICEF a contribué à renforcer les capacités locales en ce qui concerne les soins aux enfants touchés par le SIDA dans le cadre d'une démarche fondée sur les droits. Le projet zimbabwéen Young People We Care, par exemple, a mobilisé les adolescents qui accompagnent des prestataires de soins à domicile lors de leurs visites aux familles frappées par le SIDA. Pendant qu'ils administrent des soins de santé primaires aux malades, les jeunes volontaires s'occupent de tâches ménagères et apportent un soutien psychosocial à leurs camarades dont les parents ont été emportés par le SIDA.

En République centrafricaine, au Lesotho et au Mozambique, l'UNICEF et le Programme alimentaire mondial se sont alliés pour mettre en place des initiatives nutritionnelles en faveur des orphelins et des enfants vulnérables. Les campagnes de communication menées dans 60 communautés au Belize ont permis de faire prendre conscience à la société qu'il lui incombe de s'occuper des jeunes touchés par le SIDA. Par ailleurs, en Afrique du Sud, en Angola, et en République démocratique du Congo, l'UNICEF a participé à la création d'un système de surveillance permettant d'identifier les orphelins.

En plus de son action au niveau des pays, l'UNICEF a publié *Enfants et SIDA - Un bilan de la situation*, un rapport réunissant des données portant spécifiquement sur les enfants.

Ce document particulièrement important est une retombée du mouvement *Unissons-nous pour les enfants, contre le SIDA*, lancé en 2005

pour rappeler que les enfants sont le visage caché de l'épidémie. Après analyse des données réunies, cette publication fait le point sur les progrès accomplis pendant la première année de la campagne tout en essayant de répondre à la question suivante : les pays prennent-ils les mesures qui s'imposent pour que la prochaine génération soit affranchie du SIDA ?

La prévention du VIH chez les adolescents exige l'adoption d'une stratégie comportant plusieurs volets : des services de santé adaptés aux jeunes, des campagnes de sensibilisation, des conseils par les pairs et des interventions ciblant les populations à risque. En 2006, plusieurs pays ont intégré des services de santé spécifiquement adaptés aux jeunes dans leurs services de santé; on peut citer notamment l'Azerbaïdjan et le Moldova qui ont adopté des mesures préliminaires à cet effet et la Serbie qui applique déjà des programmes complets. L'Ouzbékistan a adopté une série de normes, tandis que le Kazakhstan et Sri Lanka sont en train d'en définir.

Dans 31 pays, les médias ont diffusé des messages de prévention du SIDA et des informations pour protéger la santé de la reproduction qui ont été repris lors de manifestations sportives organisées dans le cadre de la campagne *Unissons-nous pour les enfants, contre le SIDA*.

À la fin de 2006, les rapports de terrain soumis par les bureaux de pays de l'UNICEF indiquaient que l'éducation au VIH et au SIDA avait été totalement intégrée dans le programme des écoles secondaires de 62 pays (soit 42 % des pays qui ont répondu) et faisait partiellement partie du programme de 40 autres pays. L'Azerbaïdjan, le Brésil, la Guinée et l'Indonésie ont intégré l'éducation au VIH et au SIDA pour la première fois dans leurs programmes d'étude en 2006.

Sur le front mondial, la Réunion de haut niveau sur le SIDA organisée en juin 2006 aux Nations Unies à New York a abouti à l'adoption d'une Déclaration politique sur le VIH/SIDA, mettant en lumière les besoins particuliers des enfants et des femmes confrontés à l'épidémie. Une bonne vingtaine de séances ont été consacrées aux enfants et aux jeunes lors de la XVIème Conférence internationale sur le SIDA, qui s'est déroulée à Toronto (Canada) au mois d'août dernier.



## PROTECTION CONTRE LA VIOLENCE, L'EXPLOITATION ET LES MAUVAIS TRAITEMENTS

En 2006, les enfants n'ont pas été épargnés par les catastrophes, les situations d'urgence et les traumatismes. Les conflits armés sont venus troubler la tranquillité des enfants de diverses régions du monde : de l'Afghanistan à Sri Lanka en passant par le Soudan et d'autres pays encore. Des catastrophes naturelles ont fait périr de nombreux enfants en Éthiopie, en Inde, au Népal, au Pakistan, au Pérou et aux Philippines. La famine et les inondations ont ravagé la corne de l'Afrique. Et dans plusieurs pays comme la Somalie et le Tchad, les personnes déplacées ont continué à se languir dans des camps. Des jeunes ont souffert, livrés aux pires formes de travail des enfants, des jeunes femmes ont vécu l'humiliation du harcèlement sexuel et de la discrimination, tandis que dans tous les coins du globe, des filles et des femmes subissaient les horreurs du viol et de l'agression sexuelle. L'Étude du Secrétaire général des Nations Unies sur la violence contre les enfants, parue en 2006, dévoile les atrocités dont sont victimes tant d'enfants chaque jour.

Lorsque des catastrophes se produisent, l'UNICEF est présent sur le terrain pour fournir les services de base nécessaires et pour tenter de transformer les crises en une occasion à saisir.

Il a distribué des provisions aux familles qui ont fui les massacres du Darfour (Soudan) et qui se

sont retrouvées au Tchad totalement démunies. Eau salubre, savon, couvertures, vaccins et biscuits riches en protéines tiendront la maladie et la mort à distance jusqu'à ce que ces populations déplacées puissent rentrer dans leur pays. Près de 2,1 millions de personnes déplacées au Darfour ont eu accès à des services de soins essentiels, et 1,2 million d'enfants ont été vaccinés contre la poliomyélite et reçu des suppléments en vitamine A. Alors que les distributions de fournitures et les services maintiennent toujours la population des camps en vie, dans le sud du Soudan, les enfants se retrouvent à la croisée des chemins. Avec une population d'environ 8 millions de personnes aux trois quarts illettrées dans la région, la campagne « Go to school » (Va à l'école) parrainée par l'UNICEF en 2006 a permis d'amener les enfants dans les salles de classe pour les aider à « renaître de leurs cendres » après deux décennies de guerre.

En République démocratique du Congo, où entre 8 000 et 11 000 enfants seraient toujours associés avec les forces et les groupes armés, l'UNICEF est intervenu en 48 heures face à la violence qui a éclaté en juillet dans l'est du pays. Un convoi de camions, escorté par des Casques bleus des Nations Unies, a livré des biscuits, du sel, des haricots secs, du blé, des ustensiles de cuisine et des bâches en matière



plastique en guise d'abri. Pendant toute l'année 2006, l'UNICEF a aidé à démobiliser et réinsérer dans leurs communautés les enfants qui avaient été intégrés dans les forces et les groupes armés en fournissant une éducation, des loisirs et des conseils psychologiques aux anciens combattants, et des conseils psychologiques, des soins médicaux et une formation professionnelle aux jeunes filles et aux femmes victimes d'exploitation sexuelle.

Vingt-quatre heures après le tremblement de terre à Java (Indonésie), l'UNICEF a été en mesure de fournir de l'eau salubre et des équipements d'assainissement et d'hygiène aux communautés dévastées. Trois jours plus tard, les enfants jouaient et avaient accès à un soutien psychosocial dans des centres de protection de l'enfant, et moins de deux semaines plus tard, les élèves avaient repris le chemin de l'école grâce aux tentes fournies par l'UNICEF.

Au début du conflit qui a éclaté dans le sud du Liban en juillet 2006, l'UNICEF a collaboré avec la Croix-Rouge libanaise pour apporter une assistance cruciale aux enfants et aux familles déplacées dans des zones d'accès difficile.

Par la suite, l'UNICEF a apporté son soutien aux unités mobiles de soins de santé primaire et de vaccination dirigées par des organisations non gouvernementales, et aux programmes de loisirs et de soutien psychosocial destinés aux enfants. L'UNICEF a également soutenu une grande opération de « retour à l'école » et des initiatives de sensibilisation au danger des mines.

Dans le processus de reconstruction des pays ravagés par le tsunami de l'océan Indien en 2004, l'UNICEF obéit à un objectif : transformer la catastrophe en triomphe. Partout en Inde, en Indonésie, en Malaisie, à Sri Lanka et en Thaïlande, les communautés ont « reconstruit en mieux ». Dans les îles indiennes d'Andaman et de Nicobar, par exemple, les médecins, les infirmières et les agents *anganwadi* (soins aux enfants) ont été formés aux stratégies de prise en charge intégrée des maladies néonatales et de l'enfance. L'UNICEF a aussi contribué à la création d'une Unité de soins au nouveau-né malade, chargée d'administrer des soins tertiaires aux nourrissons. La Malaisie a organisé des ateliers d'art et de leadership pour aider les enfants et les adolescents à surmonter leurs traumatismes.

En 2006, l'UNICEF a lancé un appel de fonds à hauteur de 1,2 milliard pour garantir la protection des femmes et des enfants dans 53 situations d'urgence. Au mois de novembre, un peu moins de la moitié de la somme avait été réunie, obligeant l'UNICEF à se contenter de répondre aux besoins les plus urgents des enfants et des femmes dans des situations de crise. Dans un esprit de réforme des secours humanitaires, l'UNICEF s'efforce de mieux prévoir les situations d'urgence et d'y répondre plus efficacement. En coopération avec d'autres institutions, dans certains pays (Côte d'Ivoire, Indonésie, Liban, Libéria, Ouganda, République démocratique du Congo et Somalie) l'UNICEF a adopté une « approche groupée », à savoir une collaboration entre divers prestataires de services. L'UNICEF, qui a dirigé pendant longtemps le groupe mondial des institutions des Nations Unies pour la nutrition, l'eau et l'assainissement, et pour les services communs de données, prend part aujourd'hui à la création d'un groupe mondial de l'éducation, tout en continuant à renforcer ses interventions humanitaires et à suivre ses Principaux engagements pour les enfants dans les situations d'urgence.

## **IKEA : RENFORCER LA POSITION DES FEMMES, CHANGER LA VIE DES ENFANTS**

Après avoir roulé pendant 90 minutes pour arriver à Ghanapur, un village isolé du nord de l'Inde, Mona Liss, une employée d'IKEA Etats-Unis, eut l'impression d'avoir pénétré dans une nouvelle réalité. Mona Liss et 25 autres membres du personnel d'IKEA et de Comités nationaux pour l'UNICEF venus d'Autriche, du Canada, des États-Unis, d'Inde, du Royaume-Uni et de Suède ont été accueillis par une centaine de femmes vêtues de saris multicolores qui ont serré les visiteurs sur leur cœur et leur ont distribué des guirlandes de soucis.

La vie est dure dans cette région caractérisée par des taux disproportionnés de dénutrition, une très grande pauvreté, le travail des enfants et un endettement qui se transmet de génération en génération. Mais Mona Liss a vite compris que pour les femmes des groupes d'entraide de Ghanapur, cette triste réalité se colore d'optimisme à la perspective d'un avenir meilleur pour elles-mêmes, leurs familles et leurs enfants.

Les groupes d'entraide font partie intégrante du projet Bal Adhikar, une initiative soutenue par IKEA dans le but de prévenir le travail des enfants dans l'État de l'Uttar Pradesh. En novembre 2006, 1 613 groupes représentant un total de 21 842 femmes avaient vu le jour. Ces groupes fournissent aux femmes un mécanisme qui les aide à gérer leurs ressources financières, à obtenir des prêts à faibles taux d'intérêt et à économiser de l'argent. Les femmes utilisent ces prêts pour rembourser des dettes à fort taux d'intérêt, couvrir leurs frais médicaux et les dépenses du ménage, envoyer leurs enfants à l'école et soutenir des projets rémunérateurs.

A Ghanapur, l'une des femmes a expliqué que les membres du groupe définissaient en commun leurs grandes priorités. En premier lieu, ces femmes ont voulu des toilettes garantissant leur intimité. Elles ont mis leurs ressources en commun et, grâce à un soutien financier du gouvernement, elles ont fait construire 60 toilettes. Ce projet est un bon exemple d'initiative réalisée par un groupe d'entraide qui a renforcé la position financière des femmes et les a aidées à réaliser leurs droits fondamentaux. Les groupes proposent aussi des programmes communs de sensibilisation sur divers thèmes : enregistrement des naissances, nutrition des enfants, vaccination, santé maternelle, et eau salubre et assainissement – sans oublier le lien vital de toutes ces initiatives avec les droits de l'enfant.

L'initiative Bal Adhikar, lancée par IKEA et l'UNICEF en 2000, renforce l'action du Gouvernement indien visant à prévenir et réduire le travail des enfants. Le soutien d'IKEA pour ce projet se traduit en mesures concrètes et engagement à éliminer le travail des enfants dans sa chaîne de production.

Selon les estimations, environ 15 % des enfants qui travaillent en Inde habitent l'Uttar Pradesh, et l'industrie du tapis dans cet État produit plus de 75 % des tapis pour l'exportation. Sachant que le travail des enfants est l'une des manifestations d'un cycle systémique de pauvreté, endettement et marginalisation, l'initiative vise à éliminer les causes profondes de ce problème – en particulier la dépendance des femmes pauvres envers l'argent gagné par leurs enfants – et à proposer des solutions de rechange concrètes.

Le projet touche également directement les enfants non scolarisés grâce à la création de 221 centres d'apprentissage alternatif. Depuis que les programmes d'éducation non scolaire ont débuté, près de 9 300 enfants ont acquis des compétences de base. IKEA soutient également les campagnes de vaccination lancées par le gouvernement. Grâce aux fonds versés par la compagnie, le Gouvernement de l'Uttar Pradesh et l'UNICEF vaccinent 127 000 nourrissons contre les 6 maladies infantiles les plus courantes.

Le projet en Uttar Pradesh a évolué et il englobe aujourd'hui 500 villages, représentant ensemble 1,3 million d'habitants. Une évaluation indépendante du projet a été réalisée en 2006 et sert de base à l'élaboration d'une stratégie d'expansion sur cinq ans entre l'UNICEF et IKEA.

IKEA a créé un code de conduite pour tous ses fournisseurs et son application est strictement surveillée. Fort de sa position unique, IKEA a déjà apporté des changements en améliorant les normes industrielles et en établissant des rapports de confiance dans les communautés. En Uttar Pradesh, IKEA a soutenu des projets rémunérateurs destinés aux femmes et encouragé ses fournisseurs à créer des usines offrant des salaires décents, une protection sociale et la stabilité de l'emploi à leurs employés.

Avec des dons supérieurs à 25 millions de dollars, IKEA soutient depuis 10 ans des programmes de l'UNICEF en faveur de l'éducation des enfants en Afrique, en Asie, ainsi qu'en Europe centrale et orientale.



# LES PARTENARIATS À L'ŒUVRE



Derrière le nouveau-né qui prend sa première bouffée d'air parce que sa mère a pu bénéficier de soins prénatals, il y a un voyageur qui a jeté quelques pièces dans les coffres de Change for Good® (Quête pour les enfants). Derrière le nourrisson né sans être porteur du VIH, grâce à la thérapie antirétrovirale, il y a une vedette qui s'est engagée dans la campagne *Unissons-nous pour les enfants, contre le SIDA*. Derrière la fillette qui entre en sautillant pour la première fois dans une salle de classe, il y a un imam qui a proclamé son droit à l'éducation. Derrière l'enfant qui tire dans un ballon au lieu de jouer avec un engin non explosé, il y a un athlète qui s'est rallié à *Unissons-nous pour les enfants, pour la paix*.

L'UNICEF a pour alliés des héros méconnus, qui luttent pour qu'un jour tous les enfants aient la possibilité de s'épanouir en réalisant tout leur potentiel. Les partenariats avec l'UNICEF, qu'il s'agisse d'alliances mondiales, d'organisations confessionnelles, d'entreprises ou de personnes, allègent les fardeaux et renforcent les succès.

## LE SPORT POUR LE DÉVELOPPEMENT

Les hurlements de la foule lors des manifestations sportives ne saluent pas uniquement la performance des athlètes sur la pelouse. Beaucoup de supporters applaudissent aussi les athlètes, les équipes et les ligues pour l'engagement qu'ils ont pris en faveur des enfants. Le monde du sport joue un rôle crucial en soutenant les Objectifs du Millénaire pour le développement. Les partenariats avec le sport soutiennent des activités aussi diverses que la sensibilisation, la communication, l'amélioration de l'image de marque, la collecte de fonds et la mise en œuvre de programmes.



En 2006, l'UNICEF s'est allié avec la National Basketball Association (Association nationale américaine de basket, NBA) pour créer des messages d'intérêt général de sensibilisation au SIDA et de prévention de l'infection. Dans le cadre de l'initiative de responsabilité sociale de la ligue, « NBA Cares », les vedettes du basket ont participé à des annonces en diverses langues dans le cadre de la campagne *Unissons-nous pour les enfants, contre le SIDA*. Les annonces ont porté sur la prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant, la prévention de l'infection chez les adolescents et les jeunes, ainsi que la protection des enfants touchés par le VIH et le SIDA, et le soutien à leur apporter.

L'UNICEF et la Fédération Internationale de Football Association (FIFA) ont uni leurs forces pour rallier les supporters présents à la Coupe du monde de football qui s'est déroulée en Allemagne en 2006 à la cause *Unissons-nous pour les enfants, pour la paix*. La FIFA a fait valoir que le football pouvait favoriser l'harmonie et la tolérance dans les communautés, les nations et le monde, et elle a invité tous les supporters à s'engager à créer un monde pacifique pour les enfants. Juste avant le début de tous les matchs de quart de finale, les capitaines des équipes ont lu une déclaration contre le racisme. Les équipes et les personnalités présentes ont posé sous des bannières sur lesquelles on pouvait lire,

« Dites non au racisme ». Par ailleurs, les annonces publiques UNICEF-FIFA ont été diffusées sur les réseaux mondiaux de MTV et ESPN, ce qui a attiré de nombreux visiteurs sur le site Internet de l'UNICEF.

L'International Cricket Council a tiré parti du retentissement des demi-finales de son Trophée des Champions pour contribuer à mettre le SIDA « hors jeu ». Pour lutter contre l'exclusion liée au VIH, les joueurs et les arbitres ont porté des rubans rouges en signe de solidarité avec les personnes vivant avec le VIH et le SIDA. On peut aussi mentionner la série d'ateliers destinés aux jeunes sur l'éducation au VIH mise en œuvre par le Conseil à des fins de sensibilisation.

L'Association of Tennis professionals (ATP) et le tout nouvel Ambassadeur itinérant de l'UNICEF, Roger Federer, ont produit des poupées 'Feder-bear' qui ont été vendues pendant l'automne et l'hiver 2006. Les recettes des ventes sont allées à ACE (Assisting Children Everywhere), un partenariat entre l'ATP et l'UNICEF œuvrant en faveur de la santé, de l'éducation et de la protection des enfants de par le monde.

Le Futbol Club Barcelona (FCB), qui a adopté la devise « Plus qu'un club, un nouvel espoir mondial pour les enfants vulnérables », a annoncé un partenariat sur cinq ans avec l'UNICEF afin de protéger les enfants et les jeunes pendant les crises humanitaires et les enfants touchés par le SIDA. L'équipe versera chaque année à l'UNICEF une donation d'au moins 1,5 million d'euros (2 millions de dollars). Les contributions versées la première année financeront des programmes au Swaziland ayant pour but de prévenir la transmission du VIH de la mère à l'enfant, de fournir un traitement pédiatrique du VIH, de prévenir l'infection par le VIH chez les adolescents et de fournir un soutien aux enfants orphelins ou vulnérables à cause du SIDA. L'équipe a également présenté son nouveau maillot décoré du logo de l'UNICEF. Avec 60 millions de supporters dans le monde entier, le FCB usera de sa popularité pour sensibiliser les populations aux problèmes des enfants et au travail de l'UNICEF.



## ALLIANCES AVEC LES ENTREPRISES

Aujourd'hui, on constate une tendance dans les entreprises à se tourner vers des pratiques commerciales responsables sur le plan social. La philanthropie, dans le monde des affaires, ne se limite plus aux dons charitables mais comprend aujourd'hui des investissements sociaux, une remise en cause des pratiques commerciales à la lumière des valeurs sociales et des partenariats susceptibles de faire progresser les politiques et les pratiques vers le développement social.

L'UNICEF reconnaît ses affiliations avec des entreprises et il les entretient. Ensemble, le monde des affaires et l'UNICEF ont mobilisé des ressources, créé des programmes, élaboré des politiques, conçu et mis en œuvre des initiatives et des campagnes de sensibilisation.

En 2006, les partenariats et les alliances avec le secteur privé ont permis de réunir 94 millions de dollars pour l'UNICEF. Grâce à la collecte de fonds des Comités nationaux et des bureaux de pays et à leur collaboration, l'engagement des entreprises prend racine au niveau local – touchant les enfants, les familles et les communautés.

L'UNICEF, qui est très attaché aux partenariats et à leur pouvoir, s'appuie sur des lignes directrices sectorielles vigoureuses et s'emploie à créer des alliances stratégiques à long terme avec les entreprises et les organisations qui partagent ses engagements et ses valeurs. L'UNICEF encourage le secteur privé à investir dans des pratiques durables et des projets dont bénéficieront les enfants.

L'UNICEF coopère avec un éventail impressionnant d'entreprises du secteur privé dans le cadre d'activités très diversifiées, notamment dons en espèces ou en nature, investissements philanthropiques stratégiques et échange de connaissances et d'expertise techniques. Le degré d'engagement est aussi varié que le sont les entreprises partenaires de l'UNICEF – du



renforcement et de l'utilisation de l'expertise de leurs réseaux à l'élargissement des contributions des employés et des clients, l'élaboration de programmes et d'initiatives, la circulation d'idées et l'encouragement des discussions sur des questions liées à la santé et au bien-être des enfants. Quelle que soit la forme de participation, l'UNICEF fait tout son possible pour établir des relations avantageuses pour les deux parties et pour tirer le meilleur parti possible des ressources et des investissements consentis au nom des enfants.

Les entreprises partenaires de l'UNICEF soutiennent plusieurs de ses activités : interventions dans les secteurs de la survie de l'enfant, de l'éducation, de la prévention du VIH et des opérations humanitaires en cas de situations d'urgence. Par exemple, une entreprise financière des plus réputées soutient des projets d'éducation de base de qualité et un groupe de services logistiques appuie des programmes de vaccination d'importance capitale.

Voir page 41 la liste partielle des alliances entre l'UNICEF et le monde des affaires en 2006.



## PARTENARIATS SECTEUR PUBLIC-SECTEUR PRIVÉ

Les alliances entre le secteur public et le secteur privé sont synonymes de fonds, idées originales et ambition. Au plan international, trois partenariats mondiaux public-privé sont venus renforcer les efforts visant à améliorer les conditions de vie des enfants et de leurs familles : l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination (GAVI), l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition (GAIN) et le Fonds mondial pour la lutte contre le VIH/SIDA, la tuberculose et le paludisme. Les partenariats public-privé nationaux, comme l'Initiative micronutriments au Canada, ont aussi produit des résultats exceptionnels dont ont bénéficié les enfants et les mères du monde en développement.

L'Alliance GAIN lutte contre la dénutrition en fournissant des fonds et des conseils techniques concernant les aliments enrichis et d'autres mécanismes qui améliorent la nutrition. Ce partenariat regroupe des organismes de développement, des gouvernements, des fondations et des industries dans le seul but de donner à manger à ceux qui ont faim.

L'Alliance GAVI a pour but de fournir des vaccins aux enfants du monde en développement. En 2006, elle a apporté son soutien à deux vaccins pour desserrer l'étreinte de deux maladies parmi les plus meurtrières pour les enfants. L'un prévient les rotavirus, responsables des maladies diarrhéiques, et l'autre prévient les

pneumocoques, responsables de la pneumonie, de la méningite et de la septicémie.

Le Fonds mondial pour la lutte contre VIH/SIDA, la tuberculose et le paludisme collecte, gère et attribue des fonds dans le cadre de la lutte contre trois des maladies les plus meurtrières de la planète. Le Fonds mondial travaille avec des organisations multilatérales et bilatérales afin d'acheminer les ressources vers les zones qui en ont le plus grand besoin.

Ces trois partenariats mondiaux sont des sources de financement mais leurs membres n'interviennent pas directement sur le terrain. Mais leurs contributions se font sentir dans le monde entier.

Grâce aux partenariats mondiaux, en Iraq, des milliers d'agents de santé ont fait du porte à porte dans le cadre de campagnes de vaccination contre la poliomyélite, ce qui a permis de vacciner 4,8 millions d'enfants. En 2006, plus de 220 millions d'enfants ont été vaccinés contre la rougeole. Ces alliances sont aussi intervenues dans la vie de près de 26 millions d'enfants au Nigéria qui ont été vaccinés contre la rougeole lors de la campagne de 2006. Et en Ouzbékistan, c'est aussi un partenariat public-privé qui soutient un programme de farine enrichie améliorant la santé des 33 % d'enfants de moins de 5 ans qui sont anémiques.

## PARLEMENTAIRES

L'Union interparlementaire (UIP) est une solide alliée de l'UNICEF qui contribue à mettre les problèmes de l'enfance sur le devant de la scène. En 2006, cette collaboration a surtout privilégié la protection des enfants contre la violence, l'exploitation et les mauvais traitements. En février, à l'invitation de l'Assemblée nationale vietnamienne, l'UIP et l'UNICEF ont organisé un séminaire à Hanoï. Quatre-vingts membres des parlements de 13 pays de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est ont participé à ce séminaire pour discuter de la prévention de la traite d'enfants et de la violence contre les enfants.

Lors de la 114<sup>ème</sup> Assemblée de l'Union interparlementaire en mai 2006, les deux organisations ont mené une discussion de groupe sur les enfants et le SIDA. Les

parlementaires ont été invités à rompre le silence qui entoure le SIDA, à adopter des politiques, législations et financements adéquats incluant les enfants et à soutenir les familles et les communautés frappées par le SIDA.

Le Centre de recherche Innocenti de l'UNICEF, créé en 1988 pour renforcer les capacités de l'organisation dans le domaine de la recherche, contribue aux travaux de l'UIP et de l'UNICEF en leur donnant des exemples bien étayés de ce que les parlementaires peuvent faire pour protéger les enfants. Armés d'un accord sur quatre ans qui débute en 2007, les parlementaires auront accès à des informations, des études et des directives récentes pour soutenir leurs travaux visant à mettre fin à l'exploitation des enfants.



## COMITÉS NATIONAUX POUR L'UNICEF

Comité allemand pour l'UNICEF  
Comité national d'Andorre pour l'UNICEF  
Comité australien pour l'UNICEF  
Comité autrichien pour l'UNICEF  
Comité belge pour l'UNICEF  
Comité canadien pour l'UNICEF  
Comité coréen pour l'UNICEF  
Comité danois pour l'UNICEF  
Comité espagnol pour l'UNICEF  
Comité national estonien pour l'UNICEF  
Comité finlandais pour l'UNICEF  
Comité français pour l'UNICEF  
Comité national hellénique pour l'UNICEF (Grèce)  
Comité de Hong Kong pour l'UNICEF  
Comité national hongrois pour l'UNICEF  
Comité national irlandais pour l'UNICEF  
Comité national islandais pour l'UNICEF  
Comité israélien pour l'UNICEF  
Comité national italien pour l'UNICEF  
Comité japonais pour l'UNICEF  
Comité national de la République de Lettonie pour l'UNICEF  
Comité national lithuanien pour l'UNICEF  
Comité luxembourgeois pour l'UNICEF  
Comité néerlandais pour l'UNICEF  
Comité néo-zélandais pour l'UNICEF  
Comité norvégien pour l'UNICEF  
Comité polonais pour l'UNICEF  
Comité portugais pour l'UNICEF  
Comité du Royaume-Uni pour l'UNICEF  
Comité national de Saint-Marin pour l'UNICEF  
Comité slovaque pour l'UNICEF  
UNICEF Slovénie  
Comité suédois pour l'UNICEF  
Comité suisse pour l'UNICEF  
Comité tchèque pour l'UNICEF  
Comité national turc pour l'UNICEF  
Fonds des États-Unis pour l'UNICEF

## COMITÉS NATIONAUX

L'UNICEF est financé exclusivement par des contributions volontaires. Ses 37 Comités nationaux, qui récoltent ensemble environ un tiers de ses recettes annuelles, sont essentiels à la survie de l'organisation. Le Comité national islandais pour l'UNICEF, le plus récent de tous, s'est distingué en convainquant plus de 2 % de la population du pays de verser une contribution régulière à l'UNICEF.

Mais les Comités nationaux ne se limitent pas à cette activité, si vitale soit-elle. En 2006, le Fonds des États-Unis pour l'UNICEF a organisé des visites au Darfour (Soudan), en République démocratique du Congo et au Tchad pour CNN. La chaîne de télévision a diffusé un programme intitulé *Killing Fields: Africa's misery, the world's shame* (Les champs de la mort : la misère de l'Afrique, la honte du monde), pour lequel le journaliste Anderson Cooper et le Dr Sanjay Gupta, correspondant médical en chef pour CNN, ont visité des programmes de l'UNICEF à la frontière du Soudan et du Tchad, ainsi que des programmes en République démocratique du Congo.

Le Comité suisse pour l'UNICEF a mené une grande campagne de sensibilisation aux mutilations génitales féminines et à l'excision en février et mars 2006. Il a rallié le public à sa cause par des publi-postages, des annonces et une couverture médiatique dans le but de mettre fin à cette pratique préjudiciable à la santé. Au nombre des activités de mobilisation, on peut citer une lecture de l'écrivaine d'origine somalienne Faduma Korn et un concert de la chanteuse et Ambassadrice itinérante de l'UNICEF Angélique Kidjo (Bénin).

Les Comités nationaux sont le moteur de la campagne mondiale *Unissons-nous pour les enfants, contre le SIDA*. Dès le départ, ils ont été impliqués dans toutes les étapes de la campagne. Ils faisaient partie du groupe de base et de son comité permanent, et ils ont pris contact avec les institutions des Nations Unies, les organisations non gouvernementales et les gouvernements donateurs. Depuis son lancement en 2005, ce sont les Comités nationaux qui aident la campagne à conserver sa dynamique.

En 2006, le Comité danois pour l'UNICEF a organisé une manifestation qui a fait la une des journaux dans le cadre de *Unissons-nous pour les enfants, contre le SIDA : S.A.* la Princesse Alexandra du Danemark s'est ralliée au cœur de tous ceux qui lancent un appel à l'action pour mettre fin à l'épidémie. Le Comité danois a obtenu le soutien du monde des entreprises, de donateurs, d'Ambassadeurs itinérants, du Ministère danois des affaires étrangères et d'autres acteurs encore pour mener la bataille contre le SIDA. En juin, les représentants de 18 Comités nationaux se sont réunis à Rabat (Maroc) pour lancer un mouvement « éducation pour le développement ». Les participants ont planté la semence des initiatives et ils poursuivront leur action dans leur propre pays. Les délégués se sont engagés à privilégier l'accès des enfants au droit à l'éducation tant dans les pays industrialisés que dans les pays en développement.



## LES JEUNES

La contribution des enfants et des adolescents à la société prend d'innombrables formes. Animés d'une énergie, d'une persévérance et d'un idéalisme indéfectibles, les jeunes sont souvent les meilleurs collaborateurs pour accomplir des tâches qui semblent irréalisables. Ils n'ont pas peur de poser des questions embarrassantes ou de remettre en question le *statu quo*, et souvent ils poussent les adultes à travailler un peu plus longtemps, à tenter un peu plus la chance et à caresser des rêves un peu plus fous. Pour toutes ces raisons, l'UNICEF capte leur énergie dans des partenariats partout dans le monde.

Il suffit de se connecter sur le site Internet de La Voix des jeunes, un forum créé sur Internet par l'UNICEF à l'intention des jeunes, pour comprendre la passion et l'intuition qui animent les jeunes. Dans le cadre d'un échange d'idées et d'information, des enfants de toutes les régions du monde analysent des problèmes de développement et de droits fondamentaux. En 2006, des jeunes de 180 pays différents, dont plus de 60 % vivaient dans des pays en développement, se sont connectés sur La Voix des jeunes. Les participants les plus actifs aux discussions en ligne étaient des jeunes âgés de 15 à 19 ans. La majorité des

30 000 jeunes ayant participé à la Voix des jeunes en 2006 étaient des filles, représentant 55 % des utilisateurs du site.

Ces jeunes responsables ne participent pas seulement aux débats sur Internet, beaucoup sont aussi actifs dans des groupes civiques, des organisations confessionnelles, des écoles et des universités, soutenant les projets et les objectifs de l'UNICEF. En Roumanie, « Les combattants » est un réseau de jeunes qui vont dans les rues ou partout où se retrouvent des adolescents, pour parler de la prévention du VIH et tenter de mettre fin à l'opprobre qui va souvent de pair avec le diagnostic de la maladie. Ce mouvement, lancé par un jeune homme séropositif, est un complément aux programmes de prévention du SIDA menés par l'UNICEF dans les écoles.

Nouveaux Horizons, un projet soutenu par l'UNICEF en Égypte, donne une formation à de jeunes femmes qui éduquent leurs pairs sur des problèmes de santé tels que la toxicomanie, la santé de la reproduction, les infections sexuellement transmissibles, les mutilations génitales féminines et l'excision, ainsi que le mariage des enfants. Un projet similaire, New Visions, s'adresse aux jeunes hommes.

Sur la scène internationale, plus de 1 000 jeunes de 80 pays ont participé à la XVIème Conférence internationale sur le SIDA à Toronto (Canada). Les jeunes militants se sont réunis lors de cette manifestation bisannuelle pour influencer les dirigeants et s'assurer qu'ils tiennent leurs promesses : élargir les traitements, ainsi que les initiatives de soin et de prévention.

Les enfants et les jeunes ont joué un rôle important dans les recherches qui ont mené à l'Étude du Secrétaire général des Nations Unies sur la violence contre les enfants. Le professeur brésilien Paulo Sérgio Pinheiro, expert en droits de l'homme, a dirigé l'enquête avec le soutien du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, de l'Organisation mondiale de la Santé et de l'UNICEF. Les jeunes ont pu parler de leurs expériences et donner leur opinion lors des réunions nationales et régionales organisées dans le cadre de la planification de l'étude. Ils sont également intervenus en tant que chercheurs, analystes de données et créateurs de sites Internet pour l'enquête.



## À LA CROISÉE DES OBJECTIFS

Les problèmes auxquels se heurtent les enfants dans le monde en développement ne peuvent pas être réglés par une seule organisation. L'UNICEF tire sa force de valeurs partagées et d'entreprises communes pour édifier un monde digne des enfants. La route qui mène au développement durable est tracée par des personnes, des

organisations de la société civile, des fondations philanthropiques, des organisations confessionnelles, des institutions universitaires et des instituts de recherche, des enfants et des jeunes gens. Tous viennent d'horizons différents, mais tous vont vers une même destination – un avenir plus lumineux pour tous les enfants.

## LES ENTREPRISES SE RALLIENT À « FTSE4GOOD »

Bien avant que la responsabilité sociale des entreprises ne soit devenue un slogan, le Groupe FTSE a compris que les principes humanitaires et le profit ne s'excluaient pas mutuellement. Cette compagnie d'indices, qui appartient au Financial Times et à la Bourse de Londres, a fait des donations à l'UNICEF au lieu d'envoyer des cartes de vœux à ses clients en 1996. L'année suivante, l'UNICEF et la compagnie ont fait équipe pour promouvoir une obligation de collecte de fonds en Europe. Le 'Zero Value Perpetual Coupon' a affiché un excédent de 670 000 dollars pour des projets de l'UNICEF en Amérique latine et aux Caraïbes.

Mais la crème de la crème de la responsabilité sociale est apparue en 2001, quand FTSE a introduit la première série d'indices mondiaux de stocks éthiques, FTSE4Good. Le lancement de cette nouvelle série d'indices a fait passer les pratiques commerciales à un nouveau niveau de conscience sociale en établissant des critères à satisfaire pour pouvoir se parer de l'appellation FTSE4Good. Aujourd'hui, les entreprises responsables sont définies comme étant celles qui contribuent à un environnement durable, qui établissent des rapports positifs avec leurs actionnaires, qui respectent et soutiennent les droits fondamentaux universels, qui garantissent des normes de travail adéquates dans les chaînes d'approvisionnement et qui refusent les pots-de-vin et la corruption.

En plus du contrôle des pratiques des autres sociétés, FTSE a pris conscience de son propre rôle concernant l'établissement de normes commerciales éthiques et il a invité l'UNICEF à devenir officiellement le bénéficiaire de l'indice. La société verse tous les droits de licence perçus par FTSE4Good à l'UNICEF, et 50 pence chaque fois que les investisseurs accèdent à la série d'indices FTSE4Good par l'intermédiaire d'un fournisseur de données.

Depuis la création de l'indice jusqu'à la fin de 2006, FTSE4Good a réuni au total 2,5 millions de dollars pour l'UNICEF. Ces contributions ont financé des projets d'approvisionnement en eau au Vietnam et en Zambie, où 25 puits ont été construits desservant neuf écoles et les communautés avoisinantes, soit près de 6 000 personnes, dont environ 2 000 enfants. Actuellement, la société soutient un projet de deux ans en Guinée qui contribue à protéger plus

de 200 000 enfants et jeunes femmes exposés à la traite des êtres humains.

Les employés de FTSE sont encouragés à participer aux activités de l'UNICEF. Chaque année, ils votent pour les projets présentés par l'UNICEF qu'ils souhaitent soutenir. Plusieurs employés ont visité des programmes de l'UNICEF sur le terrain. Par l'intermédiaire du Comité du Royaume-Uni pour l'UNICEF, le personnel de FTSE a échangé des messages électroniques avec une jeune Guinéenne qui avait été déplacée par la guerre lorsqu'elle était toute petite. Récemment, un responsable de programme de l'UNICEF en Guinée s'est rendu au bureau de FTSE à Londres pour donner des nouvelles du projet de lutte contre la traite d'être humains et des enfants dont il s'occupe.

Aujourd'hui, environ 40 % des sociétés éligibles de par le monde satisfont aux critères FTSE4Good, ce qui prouve que si les exigences sont élevées, elles ne sont pas inaccessibles. Le Groupe FTSE aide les entreprises à obtenir leur appellation grâce à son service pour des investissements responsables. Ce service travaille avec les entreprises touchées par l'introduction de nouvelles normes pour les aider à comprendre les changements et les exigences auxquelles elles doivent se plier.

Mark Makepeace, le Directeur général de FTSE et membre honoraire de l'UNICEF, a joué un rôle important en encourageant d'autres sociétés à s'allier à l'UNICEF. Il s'est joint à un groupe de chefs d'entreprises lors d'un voyage récent organisé par l'UNICEF en Zambie, où il a été en mesure d'établir des liens avec ses collègues et de discuter de l'importance du développement durable pour les entreprises.

« La collaboration avec l'UNICEF est un aspect important de la culture de FTSE, » a déclaré M. Makepeace. « Tous nos employés s'occupent non seulement de réunir des fonds, mais aussi de comprendre et de soutenir les objectifs de l'UNICEF. FTSE encourage les entreprises du monde entier à soutenir les campagnes de l'UNICEF, par exemple à réagir de toute urgence pour contrecarrer les conséquences désastreuses du VIH/SIDA sur les enfants en Afrique australe. Nous espérons encourager le monde des affaires à soutenir le travail fantastique qu'accomplit l'UNICEF ».



# OPÉRATIONS ET GESTION DES RESSOURCES



Comme les rouages invisibles d'une horloge, le personnel et les différents services de l'UNICEF aident l'organisation à s'acquitter de sa tâche – protéger les enfants et prendre soin d'eux – en apportant fournitures, informations, données, tout cela dans un climat de transparence.

En 2006, l'UNICEF a atteint, voire amélioré, plusieurs des indicateurs importants relatifs à la gestion des programmes inscrits dans son plan stratégique à moyen terme pour 2006–2009. Comme le montre cet article, en répondant à des attentes concrètes et en réalisant des objectifs tout aussi concrets, l'UNICEF a été en mesure de simplifier ses opérations, raccourcir ses délais et renforcer les obligations de rendre compte.

En 2006, l'UNICEF a bouclé ses comptes et préparé ses rapports financiers annuels aux donateurs plus tôt que jamais auparavant. Des progrès notables ont également été accomplis en matière de mise au point de systèmes et d'adoption de nouvelles technologies, ce qui a aussi contribué à renforcer l'efficacité globale de l'UNICEF.

Dans le cadre de la réforme de l'ONU, l'UNICEF a harmonisé ses politiques de recouvrement des coûts avec celles du Groupe des Nations Unies pour le développement, ce qui a facilité la planification et la mise en œuvre d'interventions et de projets communs entre les partenaires – donateurs et pays bénéficiaires de programmes. La méthode harmonisée de transfert de liquidités est appliquée au niveau des pays et tous les bureaux de pays de l'UNICEF disposent aujourd'hui d'une méthode simplifiée de transfert de fonds à leurs partenaires.

S'alignant sur l'objectif de l'ONU visant à corriger la sous-représentation des femmes sur le lieu de travail, la Directrice générale de l'UNICEF a nommé une Conseillère spéciale pour la parité des sexes et la diversité et, pour la toute première fois, elle a procédé à un examen de la situation du personnel supérieur et à un exercice de rotation du personnel. La Directrice générale a également établi une règle selon laquelle la moitié des membres du comité chargé de l'Examen organisationnel doivent être des femmes. La représentation des femmes au niveau des postes à responsabilités a augmenté, passant de 19 % en 2005 à 30 % en septembre 2006.





## RESSOURCES HUMAINES

L'UNICEF a adopté le plan de réforme des Nations Unies visant à coordonner la gestion des ressources humaines entre les institutions de l'ONU. Grâce au partenariat établi avec le Secrétariat des Nations Unies et les institutions membres du Comité exécutif (UNICEF, Fonds des Nations Unies pour la population, Programme alimentaire mondial et Programme des Nations Unies pour le développement), il est aujourd'hui plus facile de partager le personnel et de transférer des fonctionnaires d'une institution à l'autre. Les campagnes de recrutement du personnel avaient pour but d'atteindre les objectifs du plan stratégique à moyen terme et de renforcer la capacité de l'UNICEF à aider les pays à progresser vers la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement.

L'investissement dans les technologies a amélioré le recrutement du personnel de l'UNICEF. Pour près de 44 % du personnel engagé en 2006, les formalités ont été achevées en 90 jours, contre 17 % en 2005. Pour les postes à pourvoir dans les opérations d'urgence, les engagements dans des délais appropriés sont passés de 55 à 60 % pour cette même période. (Ce taux de 60 % d'engagements pour des postes à pourvoir au titre des opérations d'urgence ne concerne que les engagements à durée déterminée.) À cet égard, l'UNICEF se réfère aux Principaux engagements pour les enfants dans des situations d'urgence, document dans lequel il est spécifié que le déploiement du personnel de réserve doit intervenir dans les six à huit

semaines qui suivent la situation d'urgence. Mais dans la plupart des cas, le placement lors des situations d'urgence intervient beaucoup plus rapidement. La formation et l'éducation du personnel ont toujours la priorité. En 2006, 7 114 membres du personnel ont achevé divers programmes d'étude, et plus de 6 000 d'entre eux ont tiré parti de l'enseignement à distance par Internet ou des méthodes d'auto-apprentissage. Plus de 300 membres du personnel ont suivi un cours sur la manière de travailler lors des situations d'urgence.

L'UNICEF a collaboré avec des groupes de réflexion et de grandes universités, notamment celle de Maastricht (Pays-Bas), pour obtenir des informations de pointe sur l'analyse des politiques. Dans le cadre d'une collaboration entre l'UNICEF et la Banque mondiale, 103 fonctionnaires et membres du personnel des diverses institutions ont suivi un cours intitulé « Marginal Budgeting for Bottlenecks », qui étudie la manière d'élargir les interventions sanitaires et nutritionnelles à fort impact.

Les partenariats ont été poursuivis avec la London School of Economics, l'Institute for Development Studies et l'Université d'Oxford, tous au Royaume-Uni, l'Economic Policy Research Institute et l'Institute for Democracy en Afrique du Sud, ainsi que le World Bank Institute, dans le but de continuer à améliorer les compétences et l'expertise du personnel de l'UNICEF à l'avenir.

# TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

L'UNICEF a élargi ses capacités en s'appuyant sur des technologies de l'information plus performantes. En 2006, plusieurs facteurs – menace de la pandémie de la grippe aviaire, réforme de l'ONU et rôle de l'UNICEF en tant que chef de file de la transmission de données lors des situations d'urgence – ont favorisé l'amélioration de son infrastructure.

La planification en prévision d'une éventuelle pandémie de grippe aviaire et d'autres situations d'urgence a encouragé l'organisation à mettre au point un plan technique de « travail à domicile ». En cas de pandémie extrêmement contagieuse, cette structure permet aux membres du personnel de communiquer avec le siège, le terrain et d'autres institutions à partir de leur domicile ou d'autres locaux professionnels. Ce concept permet à plusieurs institutions de partager des connexions en réseau pour le courrier électronique ou l'accès à Internet. La capacité de continuer à agir au milieu d'une catastrophe permettra de s'assurer que les enfants ne sont pas les victimes d'une vaste quarantaine.

L'UNICEF a amélioré sa préparation aux situations d'urgence et sa capacité d'intervention en créant les cadres, procédures et infrastructures nécessaires pour qu'il puisse jouer son rôle de chef de file du Comité permanent interinstitutions en matière de transmission des données lors des interventions humanitaires. Au cours de 2006, les progrès ont porté sur l'amélioration des réseaux de télécommunication afin de soutenir les autres institutions des Nations Unies lors des situations d'urgence, l'identification des procédures d'activation et d'intervention, le test des exercices de simulation interinstitutions, l'activation des modules des Nations Unies lors des crises au Liban et en République démocratique du Congo, la création d'un module de soutien au Siège des Nations Unies à New York et l'organisation de formations.

En 2006, la Division UNICEF des technologies de l'information a contribué à améliorer les interventions d'urgence lors des séismes qui ont frappé le Pakistan et Java (Indonésie), lors des situations d'urgence au Soudan/Tchad et en Somalie et lors de la crise qui a éclaté dans le sud du Liban en fournissant des spécialistes des technologies de transmission des informations, des équipements, un soutien technique, et en

assurant la coordination interdivisions et interinstitutions au niveau mondial.

DevInfo, le système qui permet aux pays de vérifier s'ils accomplissent des progrès vers la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement, s'est enrichi de la base de données EmergencyInfo en 2006. Cette base de données permet aux utilisateurs d'ordinateurs de poche et d'assistants numériques d'avoir rapidement accès à des données provenant des zones touchées et de multiples autres sources.

L'UNICEF a également amélioré la performance de ses technologies internes de l'information, en réalisant une connectivité supérieure à 98 % de son réseau mondial pour toutes les régions en 2006.

L'UNICEF continue à affirmer sa présence sur Internet en développant son site multilingues. Au cours de 2006, de nouveaux sites ont été créés pour 22 bureaux régionaux et de pays, ce qui porte leur nombre à 53. En octobre, La Voix des jeunes a introduit les versions anglaise et swahili de « What would you do? » (Que ferais-tu ?), un jeu en ligne de prévention du SIDA. Et le site de *La Situation des enfants dans le monde 2006 : Exclus et invisibles* s'est vu décerner le prix Webby People's Voice Award de l'International Academy of Digital Arts and Sciences.





## APPROVISIONNEMENT

L'UNICEF joue un rôle de premier plan dans l'achat de fournitures pour les enfants et les interventions humanitaires. En 2006, grâce à sa collaboration avec les institutions des Nations Unies, certaines organisations non gouvernementales, la Banque mondiale et le secteur privé, il a acheté des fournitures dont la valeur totale s'est élevée à environ 1,2 milliard de dollars. L'organisation a également reçu des dons en nature tels que vitamine A, BP5 (aliments compacts à teneur élevée en protéine), matériel d'approvisionnement en eau et d'assainissement, et autres articles de premiers secours, dont la valeur a atteint environ 17 millions de dollars.

L'UNICEF a acheté des vaccins pour 40 % des enfants de la planète et des médicaments antirétroviraux pour 49 pays; il continue aussi à être dans le peloton de tête pour les achats de moustiquaires et d'aliments thérapeutiques pour enfants. L'UNICEF a livré rapidement des denrées essentielles pour combattre les répercussions des situations d'urgence dans 60 pays. Par ailleurs, l'UNICEF a produit du matériel éducatif qui a permis à plus de 10 millions d'enfants de reprendre le chemin de l'école en 2006.

Les vaccins et le matériel de vaccination ont constitué la majeure partie des achats de l'UNICEF, 564 millions de dollars au total : 495 millions de dollars pour les vaccins, 48 millions de dollars pour les seringues à usage unique et 21 millions de dollars pour les équipements de la chaîne du froid.

Plus de 2,3 milliards de doses de vaccins poliomyélitiques oraux ont été achetées, un chiffre sans précédent, pour soutenir les campagnes mondiales d'éradication de cette maladie. Rien qu'au Bangladesh et au Nigéria, il a fallu livrer plus de 70 millions de doses de vaccin pour mener à bien les initiatives d'éradication de la poliomyélite.

Pour contribuer à la lutte contre le paludisme, les achats de moustiquaires ont atteint un niveau record de 125 millions de dollars, contre 84 millions de dollars en 2005. Vingt-deux millions de moustiquaires ont été achetées, dont plus de 90 % étaient des moustiquaires imprégnées d'insecticide longue durée. En 2006, l'UNICEF a fourni des médicaments pour le traitement combiné du paludisme à base d'artémisinine pour un montant de 15 millions de dollars. Ajoutées aux trousse de test rapide du paludisme, pour un montant de 6,8 millions de dollars, ces fournitures ont aidé l'UNICEF à combattre une maladie qui fait de nombreuses victimes parmi les enfants.

En 2006, l'UNICEF a livré et pré-positionné des stocks de vaccins contre la méningite et autres maladies pour pouvoir intervenir rapidement en cas d'épidémie. Lorsque ces infections virales meurtrières ont frappé, plus de 3,5 millions d'enfants ont été vaccinés contre la méningite et près de 6 millions contre la fièvre jaune, principalement dans la région de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale.

## AMBASSADEURS

## ITINÉRANTS

## INTERNATIONAUX QUI ONT SERVI L'UNICEF

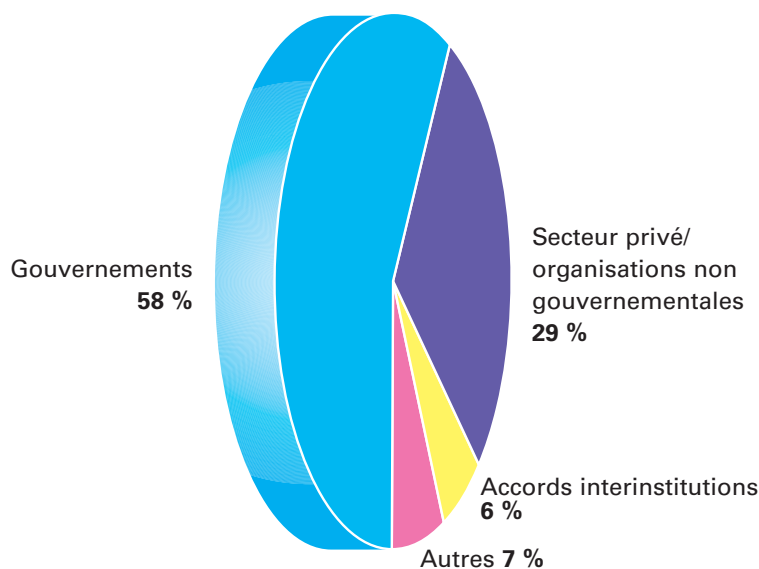
EN 2006

## RECETTES\*

L'UNICEF est entièrement financé par des contributions volontaires. Ses recettes sont divisées en ressources « ordinaires » et « autres » ressources. Les ressources ordinaires ne font l'objet d'aucune restriction et elles servent à financer les programmes de pays, l'appui aux programmes et les activités de gestion et d'administration de l'organisation approuvées par le Conseil d'administration. Les autres ressources sont sujettes à des restrictions et sont affectées à des activités spécifiques approuvées par le Conseil, dans le cadre des programmes de pays. Ces ressources se subdivisent en contributions « ordinaires » et contributions affectées aux « opérations d'urgence ».

Les recettes de l'UNICEF ont augmenté de 1 %, passant de 2 762 millions de dollars en 2005 à 2 781 millions de dollars en 2006.

### CONTRIBUTIONS À L'UNICEF PAR SOURCE, 2006



Total : 2 781 millions de dollars

Les contributions au titre des ressources ordinaires ont augmenté de 30 % pour atteindre 1 056 millions en 2006, et les contributions au titre des autres ressources ont diminué de 12 % pour atteindre 1 725 millions. Les ressources ordinaires représentent donc 38 % du montant total des recettes de l'UNICEF, alors que la proportion était de 29 % en 2005. Les autres ressources ont représenté 62 % du montant total des recettes en 2006, contre 71 % en 2005.

\*Les chiffres dans certains graphiques et tableaux peuvent ne pas représenter un total de 100 % car ils ont été arrondis.

Lord Richard Attenborough

(Royaume-Uni, nommé en 1987)

Amitabh Bachchan (Inde, 2005)

David Beckham (Royaume-Uni, 2004)

Harry Belafonte (États-Unis, 1987)

Jackie Chan (Hong Kong, Région administrative spéciale de Chine, 2004)

Judy Collins (États-Unis, 1995)

Mia Farrow (États-Unis, 2000)

Roger Federer (Suisse, 2006)

Danny Glover (États-Unis, 2004)

Whoopi Goldberg (États-Unis, 2003)

Angélique Kidjo (Bénin, 2002)

Johann Olav Koss (Norvège, 1994)

Tetsuko Kuroyanagi (Japon, 1984)

Femi Kuti (Nigéria, 2002)

Leon Lai (Hong Kong, Région administrative spéciale de Chine, 1994)

Lang Lang (Chine, 2004)

Jessica Lange (États-Unis, 2003)

Rick Martin (Porto Rico, États-Unis, 2003)

Shakira Mebarak (Colombie, 2003)

Sir Roger Moore (Royaume-Uni, 1991)

Nana Mouskouri (Grèce, 1993)

Youssou N'Dour (Sénégal, 1991)

Vanessa Redgrave (Royaume-Uni, 1995)

Sebastião Salgado (Brésil, 2001)

Susan Sarandon (États-Unis, 1999)

Vendela Thommessen (Norvège, 1996)

Maxim Vengerov (Fédération de Russie, 1997)

Au total, 104 gouvernements ont contribué aux ressources de l'UNICEF en 2006, soit cinq de moins que l'année précédente. Les gouvernements et les accords interinstitutions ont représenté une contribution d'un montant de 1 792 millions de dollars, soit une augmentation de 16 % par rapport à 2005.

La contribution des États-Unis s'est élevée à 261 millions de dollars et ce gouvernement donateur est celui qui a versé la contribution la plus élevée. La Commission européenne est l'organisation intergouvernementale qui a versé la contribution la plus élevée, avec 77 millions de dollars.

Les contributions du secteur privé à l'aide humanitaire ont affiché une hausse importante en 2005 suite au tsunami qui a frappé l'océan Indien à la fin de 2004 et aux séismes qui ont ravagé l'Asie en 2005. En conséquence, en 2006, les recettes en provenance du secteur privé, et notamment des organisations non gouvernementales, ont diminué de 31 % pour atteindre 799 millions de dollars. Les ressources au titre des « autres ressources ordinaires » ont aussi diminué, mais les contributions aux « ressources ordinaires » ont augmenté de

38 %, passant de 289 millions de dollars à 400 millions de dollars, les efforts de collecte de fonds se détournant des situations d'urgence provoquées par le tsunami et ces tremblements de terre.

La majeure partie des contributions du secteur privé à l'UNICEF est réunie par les Comités nationaux. En 2006, le Comité japonais pour l'UNICEF a versé une contribution de 134 millions de dollars, soit la donation la plus importante faite par un Comité national, suivi par le Comité allemand pour l'UNICEF avec 133 millions de dollars.

À l'exception des fonds humanitaires, les fonds thématiques ont augmenté de 40 % par rapport à 2005. L'éducation de base et l'égalité des sexes ont bénéficié du pourcentage le plus élevé de fonds thématiques à 98 millions, soit 61 %. Le Gouvernement norvégien a versé la plus forte contribution thématique, avec une somme de plus de 80 millions de dollars. La protection de l'enfant a affiché l'augmentation la plus importante, avec un montant qui est passé de près de 7 millions de dollars en 2005 à près de 26 millions de dollars en 2006.

## CONTRIBUTIONS THÉMATIQUES, 2004–2006

(en millions de dollars des États-Unis)

	2004	2005	2006
Politiques, sensibilisation et partenariats <sup>1</sup>	-	-	7
Éducation de base et égalité des sexes <sup>2</sup>	61	89	98
Survie et développement du jeune enfant <sup>3</sup>	13	5	15
Protection de l'enfant	10	7	26
Le VIH/SIDA et les enfants	5	8	17
Développement intégré de la petite enfance <sup>4</sup>	4	7	-
Assistance humanitaire	66	476	144

1 Ne figurait pas dans le cycle précédent du plan stratégique à moyen terme (PSMT).

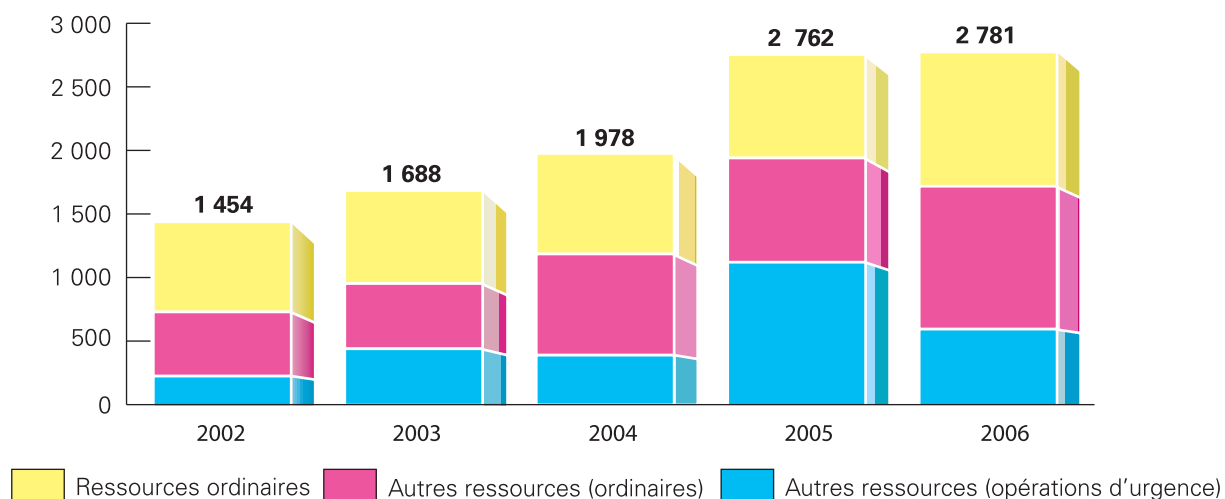
2 Dans le cycle précédent du PSMT « Éducation des filles ».

3 Dans le cycle précédent du PSMT « Vaccination élargie ».

4 Ne figure pas dans le cycle actuel du PSMT.

## CONTRIBUTIONS VERSÉES À L'UNICEF, 2002–2006

(en millions de dollars des É.-U.)



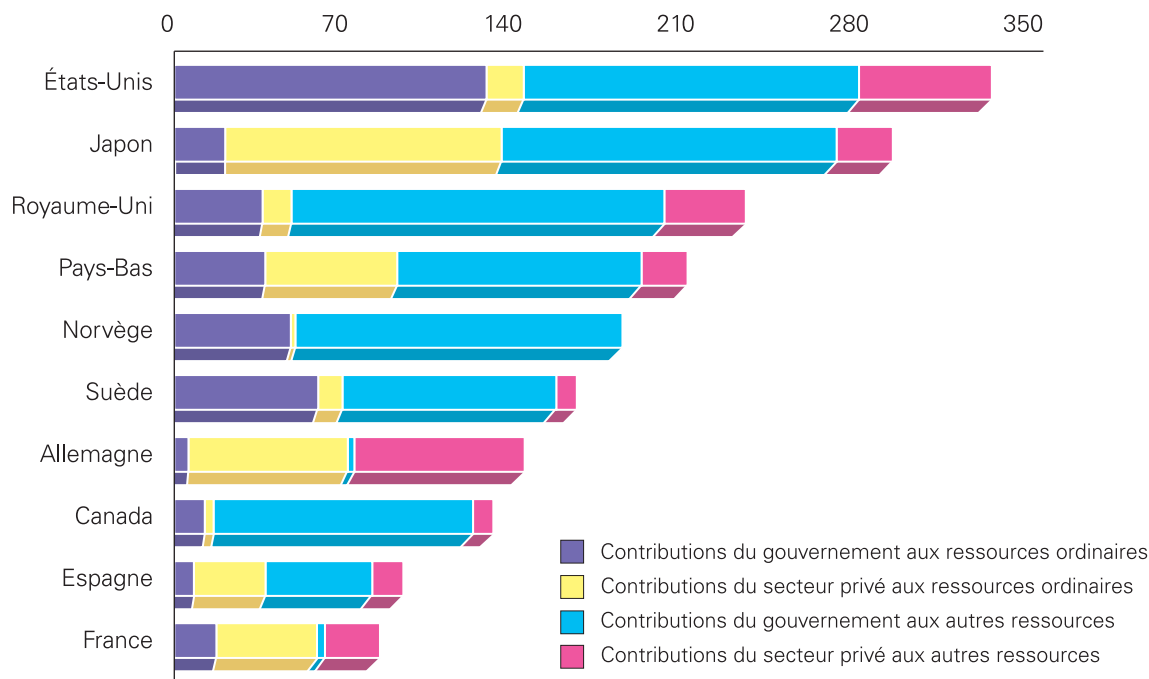
## LES 20 GOUVERNEMENTS DONATEURS EN TÊTE DE LISTE

(en milliers de dollars des É.-U.)

		Ressources ordinaires	Autres ressources		Total
			(ordinaires)	(opérations d'urgence)	
1	États-Unis	125 730	91 936	43 075	260 741
2	Royaume-Uni	35 547	124 707	25 443	185 698
3	Norvège	46 928	110 577	21 116	178 621
4	Japon	20 500	100 451	34 448	155 400
5	Suède	57 948	54 046	32 051	144 045
6	Pays-Bas	36 632	64 137	34 257	135 026
7	Canada	12 273	82 552	21 938	116 763
8	Danemark	30 902	5 200	17 525	53 626
9	Espagne	7 895	29 575	13 402	50 872
10	Australie	6 079	21 240	22 096	49 415
11	Irlande	12 559	4 393	12 055	29 007
12	Finlande	16 588	4 582	4 456	25 625
13	France	16 956	1 402	1 808	20 166
14	Suisse	14 400	2 863	2 186	19 449
15	Italie	-	8 798	9 164	17 962
16	Belgique	3 628	5 813	2 582	12 023
17	Allemagne	5 702	-	2 643	8 345
18	Luxembourg	1 422	5 531	528	7 480
19	Nouvelle-Zélande	3 014	1 841	924	5 779
20	Corée, République de	2 500	-	2 229	4 729

## LES 10 PAYS EN TÊTE DE LISTE PAR DONATEUR ET TYPE DE FINANCEMENT\*

(en millions de dollars des États-Unis)



\* Inclut les contributions des gouvernements et du secteur privé, y compris les Comités nationaux pour l'UNICEF; n'inclut ni les contributions des organisations intergouvernementales et non gouvernementales, ni celles versées au titre des accords interinstitutions.

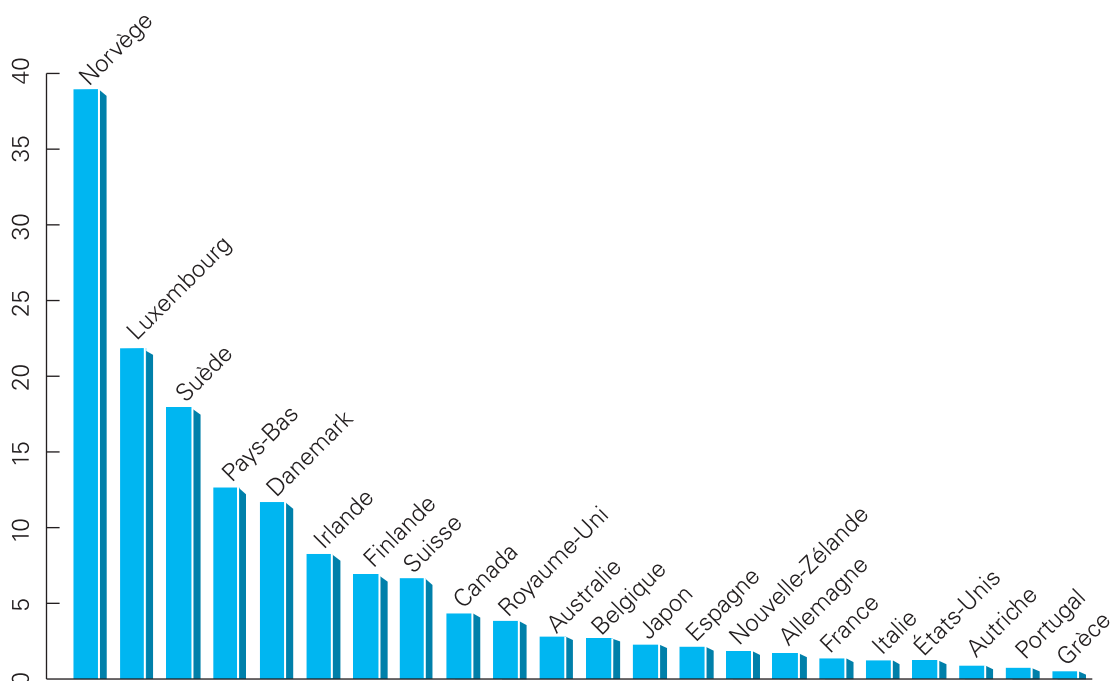
## LES 20 COMITÉS NATIONAUX DONATEURS EN TÊTE DE LISTE

(en milliers de dollars des États-Unis)

		Ressources ordinaires	Autres ressources		Total
			(ordinaires)	(opérations d'urgence)	
1	Japon	111 305	12 922	9 712	133 940
2	Allemagne	64 169	20 634	47 947	132 750
3	Pays-Bas	53 132	12 964	5 564	71 660
4	États-Unis	14 989	35 743	17 746	68 478
5	France	40 509	14 734	7 413	62 656
6	Italie	33 418	10 197	10 593	54 207
7	Royaume-Uni	11 645	22 177	10 617	44 439
8	Espagne	28 845	9 227	3 298	41 371
9	Suède	9 783	4 335	3 927	18 045
10	Suisse	9 542	4 781	1 933	16 256
11	Belgique	11 370	2 370	2 135	15 875
12	Corée, République de	11 816	2 161	700	14 676
13	Canada	3 544	4 155	4 014	11 713
14	Finlande	7 603	2 179	757	10 539
15	Hongkong, Chine (RAS)	6 758	1 401	2 168	10 328
16	Danemark	7 104	1 480	1 264	9 848
17	Australie	2 364	3 959	1 201	7 523
18	Portugal	5 149	802	992	6 943
19	Grèce	4 325	-	974	5 299
20	Islande	1 706	2 560	-	4 266

## CONTRIBUTIONS À L'UNICEF PAR HABITANT\*

Pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)  
(en dollars des États-Unis)



\* Comprend les contributions des gouvernements, des organisations non gouvernementales et du secteur privé, y compris les Comités nationaux.

Source : Chiffres sur la population (2005) du CAD/OCDE.

## DÉPENSES

Les ressources ordinaires sont affectées aux différents pays avec lesquels l'UNICEF coopère selon une formule établie par le Conseil d'administration et fondée sur trois critères pour chaque pays : le taux de mortalité des moins de 5 ans, le produit national brut par habitant et la taille absolue de la population d'enfants.

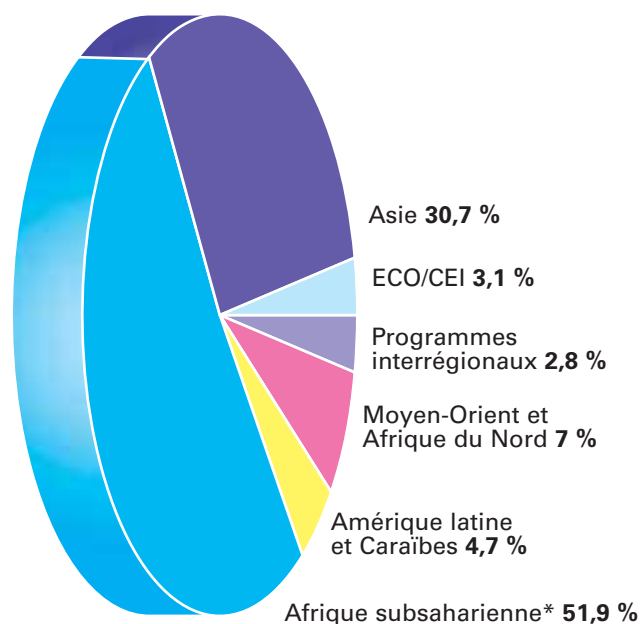
Le montant total des dépenses a augmenté de 7 %, passant de 2 197 millions de dollars en 2005 à 2 343 millions de dollars en 2006 (voir tableau page 40). Les dépenses au titre de l'assistance aux programmes ont augmenté de 153 millions de dollars, soit une progression de 8 %, pour atteindre 2 119 millions de dollars. Les dépenses combinées au titre de l'appui aux programmes à 142 millions de dollars, au titre de la gestion/administration à 76 millions de dollars, y compris les coûts sécuritaires à hauteur de 11 millions de dollars partagés au niveau central, ont diminué de 3 % pour atteindre 218 millions de dollars.

## MONTANT TOTAL DES DÉPENSES, 2006

(en millions de dollars des États-Unis)

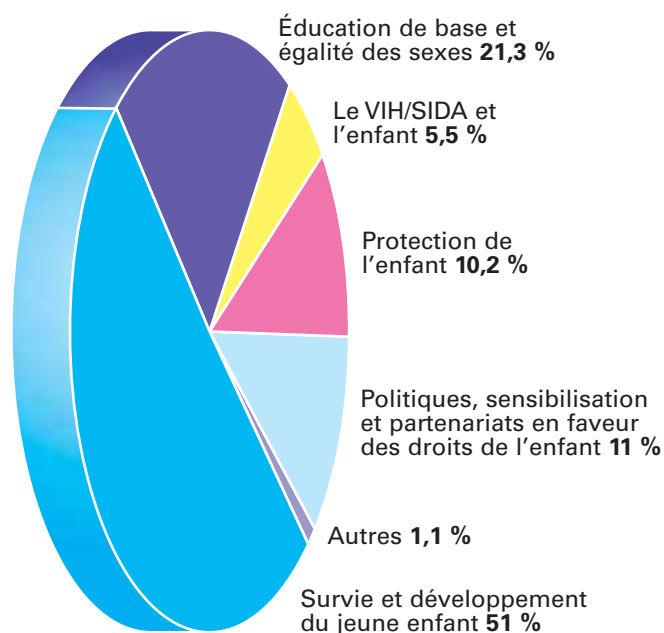
	Ressources ordinaires	Autres ressources (ordinaires)	Autres ressources (opérations d'urgence)	Total pour 2005	Total pour 2006
Assistance aux programmes	533	913	672	1 966	2 119
Appui aux programmes	142	-	-	137	142
Montant total au titre de la coopération aux programmes	675	913	672	2 103	2 261
Gestion et administration	76	-	-	88	76
Montant total des dépenses (à l'exception des sommes passées par pertes et profits et des ajustements effectués antérieurement)	751	913	672	2 191	2 337
Sommes passées par pertes et profit	1	3	3	6	7
<b>Montant total des dépenses</b>	<b>752</b>	<b>916</b>	<b>675</b>	<b>2 197</b>	<b>2 343</b>

## ASSISTANCE DE L'UNICEF AU TITRE DES PROGRAMMES, PAR RÉGION GÉOGRAPHIQUE, 2006



Montant total de l'assistance au titre des programmes : 2 119 millions de dollars

## ASSISTANCE DE L'UNICEF AU TITRE DES PROGRAMMES PAR DOMAINE D'ACTION PRIVILÉGIÉ DU PLAN STRATÉGIQUE À MOYEN TERME, 2006



Montant total de l'assistance au titre des programmes : 2 119 millions de dollars

\* L'assistance au titre des programmes pour Djibouti et le Soudan figure dans la rubrique « Afrique subsaharienne ».



## PROGRAMMES DE PAYS FINANCÉS PAR LES RESSOURCES ORDINAIRES

Les programmes de coopération de l'UNICEF avec les pays sont approuvés par le Conseil d'administration pour des périodes pluriannuelles et sont financés par les ressources ordinaires, à hauteur des montants indiqués ci-dessous. L'UNICEF élargit ces programmes, notamment pendant les crises humanitaires, en utilisant des fonds assortis de restrictions appelés « autres ressources ». (Tous les montants sont exprimés en dollars des États-Unis).

<b>Afghanistan*</b> 2006–2008	43 106 000	<b>Érythrée**</b> 2007–2011	8 925 000	<b>Moldova**</b> 2007–2011	3 595 000	<b>Territoire occupé palestinien<sup>2</sup></b> 2006–2007	4 000 000
<b>Afrique du Sud**</b> 2007–2010	3 988 000	<b>Éthiopie**</b> 2007–2011	119 750 000	<b>Mongolie**</b> 2007–2011	4 535 000	<b>Sénégal**</b> 2007–2011	15 825 000
<b>Albanie</b> 2006–2010	3 375 000	<b>Ex-République yougoslave de Macédoine</b> 2005–2009	3 060 000	<b>Montenegro<sup>4**</sup></b> 2007–2009	1 803 000	<b>Serbie-et-Monténégro<sup>5</sup></b> 2005–2009	3 325 000
<b>Algérie*</b> 2007–2011	5 410 000	<b>Fédération de Russie</b> 2006–2010	4 805 000	<b>Mozambique**</b> 2007–2009	22 653 000	<b>Sierra Leone*</b> 2004–2007	18 330 750
<b>Angola</b> 2005–2008	22 584 000	<b>Gabon**</b> 2007–2011	3 075 000	<b>Myanmar</b> 2006–2010	41 130 000	<b>Somalie*</b> 2004–2008	26 930 000
<b>Argentine</b> 2005–2009	3 000 000	<b>Gambie**</b> 2007–2011	4 870 000	<b>Namibie</b> 2006–2010	3 335 000	<b>Soudan**</b> 2007	6 169 000
<b>Arménie</b> 2005–2009	3 405 000	<b>Georgie</b> 2006–2010	3 370 000	<b>Népal**</b> 2007	6 738 000	<b>Sri Lanka**</b> 2007	\$800 000
<b>Azerbaïdjan</b> 2005–2009	4 760 000	<b>Ghana</b> 2006–2010	18 600 000	<b>Nicaragua**</b> 2007	862 000	<b>Swaziland</b> 2006–2010	3 755 000
<b>Bangladesh</b> 2006–2010	60 490 000	<b>Guatemala*</b> 2006–2008	3 648 000	<b>Niger*</b> 2004–2007	40 187 745	<b>Tadjikistan*</b> 2005–2009	6 597 000
<b>Bélarus</b> 2006–2010	3 260 000	<b>Guinée**</b> 2007–2011	17 000 000	<b>Nigéria*</b> 2002–2007	140 255 782	<b>Tanzanie, République-Unie de**</b> 2007–2011	46 932 000
<b>Belize**</b> 2007–2011	3 060 000	<b>Guinée-Bissau*</b> 2003–2007	7 010 000	<b>Ouganda</b> 2006–2010	42 880 000	<b>Tchad</b> 2006–2010	18 445 000
<b>Bénin*</b> 2004–2008	12 107 000	<b>Guinée équatoriale**</b> 2007	736 000	<b>Ouzbékistan</b> 2005–2009	9 271 000	<b>Thaïlande**</b> 2007–2011	5 000 000
<b>Bhoutan**</b> 2007	966 000	<b>Guyana</b> 2006–2010	3 345 000	<b>Pakistan</b> 2004–2008	61 616 000	<b>Timor-Leste*</b> 2006–2010	2 325 000
<b>Bolivie*</b> 2003–2007	6 137 604	<b>Haiti**</b> 2007	3 024 000	<b>Panama**</b> 2007–2011	2 000 000	<b>Togo**</b> 2007	3 210 000
<b>Bosnie-Herzégovine</b> 2005–2008	2 468 000	<b>Honduras**</b> 2007–2011	4 495 000	<b>Papouasie-Nouvelle-Guinée*</b> 2003–2007	6 363 332	<b>Tunisie**</b> 2007	3 320 000
<b>Botswana*</b> 2003–2007	3 204 949	<b>Îles caraïbes orientales<sup>1</sup></b> 2003–2007	9 400 000	<b>Paraguay**</b> 2007–2011	3 730 000	<b>Turkménistan</b> 2005–2009	4 680 000
<b>Brésil**</b> 2007–2011	4 620 000	<b>Îles du Pacifique<sup>3</sup></b> 2003–2007	14 737 596	<b>Pérou</b> 2006–2010	4 500 000	<b>Turquie</b> 2006–2010	5 045 000
<b>Bulgarie</b> 2006–2009	2 464 000	<b>Inde*</b> 2003–2007	155 423 634	<b>Philippines</b> 2005–2009	11 570 000	<b>Ukraine</b> 2006–2010	4 775 000
<b>Burkina Faso</b> 2006–2010	33 745 000	<b>Indonésie</b> 2006–2010	26 500 000	<b>République arabe syrienne**</b> 2007–2011	4 605 000	<b>Uruguay</b> 2005–2009	2 000 000
<b>Burundi*</b> 2005–2007	15 869 392	<b>Iraq**</b> 2007–2010	8 436 000	<b>République centrafricaine**</b> 2007–2011	11 565 000	<b>Venezuela (République bolivarienne du)</b> 2002–2007	2 935 000
<b>Cambodge</b> 2006–2010	23 550 000	<b>Iran (République islamique d')</b> 2005–2009	7 880 000	<b>République démocratique populaire lao**</b> 2007–2011	8 935 000	<b>Vietnam</b> 2006–2010	20 000 000
<b>Cameroun*</b> 2003–2007	14 378 708	<b>Jamaïque**</b> 2007–2011	3 165 000	<b>République dominicaine**</b> 2007–2011	3 505 000	<b>Yémen**</b> 2007–2010	24 035 000
<b>Cap-Vert</b> 2006–2010	3 300 000	<b>Jordanie*</b> 2003–2007	3 405 000	<b>Roumanie</b> 2005–2009	3 385 000	<b>Zambie**</b> 2007–2010	20 048 000
<b>Chili</b> 2005–2009	900 000	<b>Kazakhstan</b> 2005–2009	4 920 000	<b>Rwanda*</b> 2007	7 875 000	<b>Zimbabwe**</b> 2007–2011	11 115 000
<b>Chine</b> 2006–2010	61 035 000	<b>Kenya</b> 2004–2008	24 659 000	<b>Sao Tomé-et-Principe**</b> 2007–2011	3 300 000		
<b>Colombie*</b> 2002–2007	5 241 456	<b>Kirghizistan</b> 2005–2010	5 562 000				
<b>Comores*</b> 2003–2007	3 690 000	<b>Lesotho*</b> 2002–2007	5 914 801				
<b>Congo</b> 2004–2008	4 879 000	<b>Liban**</b> 2007	616 000				
<b>Congo, République démocratique du*</b> 2006–2007	65 075 000	<b>Libéria**</b> 2007	3 770 000				
<b>Corée, République populaire démocratique de**</b> 2007–2009	3 648 000	<b>Madagascar</b> 2006–2009	26 241 000				
<b>Costa Rica**</b> 2007	601 000	<b>Malaisie</b> 2005–2007	1 500 000				
<b>Côte d'Ivoire*</b> 2003–2007	19 933 238	<b>Malawi**</b> 2007	7 536 000				
<b>Cuba**</b> 2007	632 000	<b>Maldives</b> 2003–2007	3 378 887				
<b>Djibouti*</b> 2003–2007	3 876 517	<b>Mali*</b> 2003–2007	37 840 758				
<b>Égypte**</b> 2007–2011	13 195 000	<b>Maroc**</b> 2007–2011	6 700 000				
<b>El Salvador**</b> 2007–2011	3 480 000	<b>Mauritanie*</b> 2003–2008	7 921 000				
<b>Équateur</b> 2004–2008	3 912 000	<b>Mexique**</b> 2007	628 000				

L'UNICEF a coopéré avec 155 pays, régions et territoires en 2006 : 44 en Afrique subsaharienne (Bureau régional pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe – ESARO – et Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale – WCARO); 35 en Amérique latine et dans les Caraïbes (Bureau régional pour les Amériques et les Caraïbes – TACRO); 35 en Asie (Bureau régional pour l'Asie orientale et le Pacifique – EAPRO – et Bureau régional de l'Asie du Sud – ROSA); 20 au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (Bureau régional pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord – MENARO); et 21 en Europe centrale et orientale/Communauté d'États indépendants (ECO/CEI).

\* Y compris les ressources ordinaires additionnelles allouées depuis que le Conseil d'administration a approuvé les fonds.

\*\* Nouveaux programmes de pays débutant en janvier 2007 et approuvés par le Conseil d'administration en 2006.

1 Y compris : Antigua-et-Barbuda, Barbade, Dominique, Grenade, Îles Turques et Caïques, Îles Vierges britanniques, Montserrat, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago.

2 L'UNICEF fournit une assistance aux enfants et femmes palestiniens pendant la période 2006–2007 : dans le Territoire palestinien occupé (2 100 000 dollars), au Liban (900 000 dollars), en Jordanie (500 000 dollars) et en République arabe syrienne (500 000 dollars).

3 Y compris : États fédérés de Micronésie, Fidji, Îles Cook, Îles Marshall, Îles Salomon, Kiribati, Nauru, Nioué, Palaos, Samoa, Tokélaou, Tonga, Tuvalu et Vanuatu.

4 Le 3 juin 2006, le Monténégro a déclaré son indépendance face à la Serbie et le 28 juin 2006, il est devenu un État Membre des Nations Unies.

5 La Serbie et le Monténégro (avant l'approbation du programme de pays 2007-2009 pour le Monténégro par le Conseil d'administration) incluait le Kosovo, actuellement sous administration des Nations Unies (750 000 dollars).

## MONTANT TOTAL DES RECETTES DE L'UNICEF PAR PROVENANCE, 2006<sup>1</sup>

Pays, régions et territoires	Contributions des gouvernements		Contributions du secteur privé				Total
			Comités nationaux		Autres contributions		
	Ressources ordinaires	Autres ressources <sup>2</sup>	Ressources ordinaires <sup>3</sup>	Autres ressources <sup>2</sup>	Ressources ordinaires <sup>3</sup>	Autres ressources <sup>2</sup>	
Afrique du Sud	32 064	208 417	-	-	-	32 473	272 954
Albanie	1 000	-	-	-	-	16 058	17 058
Algérie	24 000	-	-	-	-	15 604	39 604
Allemagne	5 701 797	2 643 145	64 168 661	68 580 980	-	-	141 094 583
Andorre	38 160	215 260	187 608	523 534	-	-	964 561
Arabie saoudite	-	475 000	-	-	-	2 773 809	3 248 809
Argentine	-	-	-	-	141 500	2 887 801	3 029 301
Arménie	3 500	-	-	-	-	-	3 500
Australie	6 079 040	43 335 634	2 363 621	5 159 797	-	-	56 938 093
Autriche	1 466 052	1 706 586	3 072 965	1 016 731	-	-	7 262 334
Azerbaïdjan	8 543	207 632	-	-	-	-	216 175
Bahreïn	-	1 000 000	-	-	-	-	1 000 000
Bangladesh	34 500	-	-	-	-	14 635	49 135
Barbade	4 000	-	-	-	-	-	4 000
Bélarus	10 000	-	-	-	-	-	10 000
Belgique	3 627 570	8 394 986	11 369 885	4 504 794	-	-	27 897 235
Belize	50 000	-	-	-	-	-	50 000
Bhoutan	14 700	-	-	-	-	-	14 700
Bolivie	-	-	-	-	-	59 850	59 850
Botswana	-	-	-	-	-	243 491	243 491
Brésil	-	99 745	-	-	1 165 831	5 380 306	6 645 882
Bulgarie	3 500	-	-	-	-	-	3 500
Burkina Faso	8 850	-	-	-	-	9 323	18 173
Burundi	1 000	-	-	-	-	-	1 000
Cameroun	-	-	-	-	-	55 302	55 302
Canada	12 272 715	104 490 342	3 544 109	8 168 611	-	-	128 475 777
Chili	77 000	83 847	-	-	89 480	831 029	1 081 356
Chine	1 216 508	-	-	-	181 919	1 388 889	2 787 315
Chypres	22 890	-	-	-	729 893	-	752 783
Colombie	432 007	213 950	-	-	443 764	2 024 559	3 114 279
Corée, République de	2 500 000	2 228 578	11 815 638	2 860 779	-	-	19 404 995
Costa Rica	26 541	-	-	-	-	-	26 541
Côte d'Ivoire	-	-	-	-	-	48 416	48 416
Croatie	21 000	-	-	-	542 076	669 339	1 232 414
Danemark	30 901 500	22 724 492	7 103 980	2 744 019	-	-	63 473 991
Djibouti	1 000	-	-	-	-	-	1 000
Espagne	7 894 740	42 976 793	28 845 376	12 525 138	-	-	92 242 048
Équateur	-	-	-	-	182 125	1 121 898	1 304 023
Égypte	-	-	-	-	-	220 974	220 974
Émirats arabes unis	100 000	-	-	-	79 724	-	179 724
Estonie	22 690	66 117	33 856	17 639	-	-	140 301
États-Unis d'Amérique	125 730 000	135 010 890	14 988 858	53 489 458	-	-	329 219 205
Éthiopie	49 712	-	-	-	-	-	49 712
Ex-République yougoslave de Macédoine	6 000	-	-	-	-	-	6 000
Fédération de Russie	1 000 000	-	-	-	-	612 398	1 612 398
Fidji	-	65 000	-	-	-	-	65 000
Finlande	16 587 620	9 037 299	7 603 463	2 935 751	-	-	36 164 132
France	16 956 006	3 210 020	40 508 570	22 147 762	-	-	82 822 358
Gabon	-	92 000	-	-	-	447 247	539 247
Georgie	1 999	-	-	-	-	-	1 999
Ghana	20 000	-	-	-	-	-	20 000
Gibraltar	-	-	-	-	26 797	-	26 797
Grèce	300 000	77 642	4 324 583	974 250	-	-	5 676 475
Guinée	-	550 000	-	-	-	-	550 000
Guinée-Bissau	-	50 093	-	-	-	-	50 093
Guyana	21 128	-	-	-	-	-	21 128
Honduras	-	200 000	-	-	-	-	200 000
Hongkong, Chine (RAS)	-	-	6 758 271	3 569 496	-	-	10 327 767
Hongrie	24 967	-	564 059	405 461	-	-	994 487
Inde	844 444	1 852 428	-	-	(1 049)	805 688	3 501 512
Indonésie	100 000	1 224 489	-	-	247 387	1 440 677	3 012 553
Iran (République islamique d')	53 500	-	-	-	250 785	97 406	401 691
Irlande	12 559 198	16 447 939	2 337 298	1 695 798	-	-	33 040 233
Islande	292 937	310 084	1 706 368	2 559 599	-	-	4 868 988
Israël	60 000	-	6 550	10 000	-	-	76 550
Italie	-	17 961 857	33 417 868	20 789 538	-	-	72 169 263
Jamaïque	80 704	-	-	-	-	-	80 704
Japon	20 500 000	134 899 659	111 305 207	22 634 310	-	-	289 339 175
Kenya	-	-	-	-	22 045	623 904	645 948

## MONTANT TOTAL DES RECETTES DE L'UNICEF PAR PROVENANCE, 2006<sup>1</sup> (suite)

Pays, régions et territoires	Contributions des gouvernements		Contributions du secteur privé				Total
			Comités nationaux		Autres contributions		
	Ressources ordinaires	Autres ressources <sup>2</sup>	Ressources ordinaires <sup>3</sup>	Autres ressources <sup>2</sup>	Ressources ordinaires <sup>3</sup>	Autres ressources <sup>2</sup>	
Koweït	200 000	-	-	-	-	-	200 000
Lettonie	-	-	(77)	3 139	-	-	3 062
Lesotho	66	-	-	-	-	-	66
Liban	-	-	-	-	21 742	105 000	126 742
Liechtenstein	16 260	75 573	-	-	-	-	91 833
Lituanie	-	-	4 479	42 274	-	-	46 753
Luxembourg	1 421 796	6 058 534	1 454 516	900 767	-	-	9 835 613
Madagascar	1 000	-	-	-	-	19 015	20 015
Malaisie	-	-	-	-	-	92 466	92 466
Mali	18 400	-	-	-	-	-	18 400
Malte	-	-	-	-	221	-	221
Maurice	9 621	-	-	-	-	-	9 621
Mexique	214 000	-	-	-	767 394	3 621 137	4 602 531
Monaco	30 000	35 000	-	-	65 120	-	130 120
Mongolie	-	508 978	-	-	-	10 000	518 978
Maroc	83 909	-	-	-	125 433	20 472	229 815
Mozambique	2 000	-	-	-	-	-	2 000
Myanmar	2 732	-	-	-	-	-	2 732
Namibie	-	-	-	-	-	1 052	1 052
Népal	15 000	-	-	-	-	-	15 000
Nouvelle-Zélande	3 013 692	2 764 740	790 908	951 135	-	-	7 520 475
Nicaragua	6 000	-	-	-	-	1 575	7 575
Nigéria	-	-	-	-	845 130	290 329	1 135 459
Norvège	46 928 250	131 692 816	1 838 862	108 488	-	-	180 568 416
Oman	-	500 973	-	-	-	118 172	619 146
Ouzbékistan	835	-	-	-	-	-	835
Pakistan	137 790	-	-	-	-	27 004	164 794
Panama	24 075	300 000	-	-	64 776	55 539	444 391
Paraguay	-	-	-	-	-	9 382	9 382
Pays-Bas	36 632 475	98 393 664	53 132 333	18 528 071	-	-	206 686 543
Pérou	-	-	-	-	230 278	153 475	383 752
Philippines	49 614	-	-	-	114 684	891 257	1 055 555
Pologne	100 000	-	112 170	828 163	-	-	1 040 333
Portugal	200 000	477 814	5 148 865	1 793 678	-	-	7 620 357
Qatar	50 000	500 000	-	-	-	-	550 000
République arabe syrienne	-	-	-	-	-	8 207	8 207
République démocratique populaire lao	5 350	-	-	-	-	200	5 550
République dominicaine	-	-	-	-	79 033	21 395	100 429
République tchèque	221 396	255 921	1 573 000	340 776	-	-	2 391 092
Roumanie	15 564	-	-	-	-	777 023	792 587
Royaume-Uni	35 547 480	150 150 699	11 644 561	32 794 019	-	-	230 136 759
Saint-Marin	-	10 000	13 024	65 315	-	-	88 339
Sénégal	-	-	-	-	113 965	-	113 965
Serbie*	-	-	-	-	295 145	149 421	444 566
Sierra Leone	-	801 544	-	-	-	-	801 544
Singapour	50 000	50 000	-	-	1 690	-	101 690
Slovaquie	11 848	-	71 664	121 307	-	-	204 819
Slovénie	25 000	52 977	1 599 534	869 889	-	-	2 547 400
Sri Lanka	30 950	-	-	-	-	-	30 950
Suède	57 948 000	86 096 671	9 782 798	8 261 912	-	-	162 089 381
Suisse	14 400 000	5 048 671	9 542 139	6 714 187	-	-	35 704 996
Thaïlande	177 814	-	-	-	237 603	2 614 236	3 029 653
Trinité-et-Tobago	10 700	-	-	-	-	-	10 700
Tunisie	39 706	-	-	-	108 779	7 101	155 586
Turquie	120 000	100 000	448 293	626 127	-	-	1 294 419
Uruguay	-	-	-	-	97 599	295 978	393 577
Venezuela (République bolivarienne du)	94 008	-	-	-	632 563	1 036 020	1 762 591
Vietnam	13 709	-	-	-	-	-	13 709
Yémen	10 000	-	-	-	-	-	10 000
Divers <sup>4</sup>	-	-	-	-	1 020 269	-	1 020 269
Ajustements des recettes par rapport aux années précédentes <sup>5</sup>	55 402	(11 813 515)	7 394 040	(7 468 178)	-	-	(11 832 251)
<b>Sous-total</b>	<b>465 719 523</b>	<b>1 024 120 980</b>	<b>460 577 902</b>	<b>302 794 513</b>	<b>8 923 701</b>	<b>32 146 531</b>	<b>2 294 283 149</b>

## MONTANT TOTAL DES RECETTES DE L'UNICEF PAR PROVENANCE, 2006<sup>1</sup> (suite)

Pays, régions et territoires	Contributions des gouvernements		Contributions du secteur privé				Total
			Comités nationaux		Autres contributions		
	Ressources ordinaires	Autres ressources <sup>2</sup>	Ressources ordinaires <sup>3</sup>	Autres ressources <sup>2</sup>	Ressources ordinaires <sup>3</sup>	Autres ressources <sup>2</sup>	
<b>Organisations intergouvernementales</b>							
Banque africaine de développement	-	500 000	-	-	-	-	500 000
Banque de développement du Conseil de l'Europe	-	90 000	-	-	-	-	90 000
Bureau de l'aide humanitaire de la Commission européenne	-	35 948 873	-	-	-	-	35 948 873
Commission européenne	-	77 021 382	-	-	-	-	77 021 382
Fonds de l'OPEP	-	2 100 000	-	-	-	-	2 100 000
Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)	-	6 000	-	-	-	-	6 000
Programme arabe du Golfe pour les organismes de développement des Nations Unies (AGFUND)	-	200 000	-	-	-	-	200 000
Ajustements des recettes par rapport aux années précédentes <sup>5</sup>	-	7 750 388	-	-	-	-	7 750 388
<b>Sous-total</b>	-	<b>123 616 643</b>	-	-	-	-	<b>123 616 643</b>
<b>Organisations non gouvernementales</b>							
Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition (GAIN)	-	-	-	-	-	898 326	898 326
Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination (GAVI)	-	-	-	-	-	1 383 336	1 383 336
Bernard Van Leer Foundation	-	-	-	-	-	27 219	27 219
Conrad N. Hilton Foundation	-	-	-	-	-	1 445 500	1 445 500
La Fondation pour les Nations Unies Inc.	-	-	-	-	-	30 733 649	30 733 649
Le Fonds mondial, Suisse	-	-	-	-	-	11 994 102	11 994 102
Initiative Micronutriments	-	-	-	-	-	11 527 039	11 527 039
Rotary International	-	-	-	-	-	4 322 500	4 322 500
Tetsuko Kuroyanagi, Japon	-	-	-	-	431 000	431 000	862 000
Divers <sup>6</sup>	-	-	-	-	10 443	1 767 988	1 778 431
Ajustement des recettes par rapport aux années précédentes <sup>5</sup>	-	-	-	-	-	(483 803)	(483 803)
<b>Sous-total</b>	-	-	-	-	<b>441 443</b>	<b>64 046 857</b>	<b>64 488 300</b>
<b>Accords interinstitutions</b>							
Banque mondiale	-	-	-	-	-	5 366 833	5 366 833
Bureau des Nations Unies de coordination des affaires humanitaires	-	-	-	-	-	56 956 541	56 956 541
Bureau du Groupe des Nations Unies pour le développement	-	-	-	-	-	31 685 086	31 685 086
Fonds d'affectation spéciale pour la sécurité commune	-	-	-	-	-	4 689 383	4 689 383
Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA)	-	-	-	-	-	3 535 491	3 535 491
Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)	-	-	-	-	-	250 000	250 000
Programme alimentaire mondial (PAM)	-	-	-	-	-	51 347	51 347
Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA)	-	-	-	-	-	4 190 025	4 190 025
Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	-	-	-	-	-	63 631 227	63 631 227
Programmes communs des Nations Unies	-	-	-	-	-	1 120 976	1 120 976
Organisation mondiale de la santé (OMS)	-	-	-	-	-	7 063 764	7 063 764
Ajustements des recettes par rapport aux années précédentes <sup>5</sup>	-	-	-	-	-	(442 496)	(442 496)
<b>Sous-total</b>	-	-	-	-	-	<b>178 098 178</b>	<b>178 098 178</b>
Autres recettes	-	-	-	-	-	-	190 010 178
Moins coût des marchandises livrées et autres dépenses <sup>7</sup>	-	-	-	-	-	-	(69 554 353)
<b>TOTAL DES CONTRIBUTIONS</b>	-	-	-	-	-	-	<b>- 2 780 942 095</b>
Moins les postes correspondant au budget d'appui biennal	-	-	-	-	-	-	(13 092 576)
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	-	-	-	-	-	-	<b>2 767 849 519<sup>8</sup></b>

1 Toutes les contributions sont exprimées en dollars des É.-U.; les montants ont été arrondis.

2 Y compris les fonds destinés aux programmes d'urgence.

3 Y compris les recettes de la Division du secteur privé.

4 Cette catégorie regroupe principalement des recettes du secteur privé dont la provenance individuelle n'a pas été identifiée.

5 Y compris les remboursements et les ajustements de recettes notés au cours des années précédentes.

6 Cette catégorie regroupe principalement des recettes provenant d'organisations non gouvernementales dont la provenance individuelle n'a pas été identifiée.

7 Coût des marchandises livrées et autres dépenses de fonctionnement de la Division du secteur privé, sauf commissions retenues par les partenaires commerciaux.

8 Après ajustements liés aux transferts au budget d'appui, en 2006, le montant total des recettes s'est élevé à 2 768 millions de dollars des É.-U.

\* Le 3 juin 2006, le Monténégro s'est déclaré indépendant de la Serbie et le 28 juin 2006 il a été admis au sein de l'Organisation des Nations Unies en tant qu'État Membre. Suite à cette cession, toutes les activités concernant les revenus ont été gérées par le Bureau de l'UNICEF à Belgrade jusqu'à la fin de 2006.

## CRÉDITS PHOTO

---

Couverture : © UNICEF/HQ06-2587/Michael Kamber

Table des matières : © UNICEF/HQ06-2131/Susan Markisz (Children's Continental Table, conçue par Keith Godard, de StudioWorks, New York)

Page après la table des matières © UNICEF/HQ06-2417/Susan Markisz

Page 1 © UNICEF Fédération de Russie/2006/Alena Svirid

Page 2-3 © UNICEF/HQ06-0162/Michael Kamber

Page 3 © UNICEF/HQ06-2398/Susan Markisz

Page 4 © UNICEF/HQ06-0134/Tom Pietrasik

Page 6 © UNICEF/HQ06-0175/Michael Kamber

Page 7 © UNICEF/HQ06-1870/Robert Few

Page 8 © UNICEF/HQ06-1983/Josh Estey

Page 9 © UNICEF/HQ06-0423/Giacomo Pirozzi

Page 10-11 © UNICEF/HQ06-2045/Pablo Bartholomew

Page 11 © UNICEF/HQ06-0780/Shehzad Noorani

Page 13 © UNICEF/HQ06-0428/Giacomo Pirozzi

Page 15 © UNICEF

Page 17 © UNICEF/HQ06-1348/Claudio Versiani

Page 18 © UNICEF/HQ06-2055/Pablo Bartholomew

Page 20-21 © UNICEF/HQ06-1338/Claudio Versiani

Page 21 © UNICEF/HQ06-0450/Giacomo Pirozzi

Page 22 © UNICEF/HQ06-1219/Susan Markisz

Page 23 « United for UNICEF », logo du partenariat Manchester United-UNICEF

Page 24 © UNICEF/HQ06-0842/Tony Figueira

Page 25 © UNICEF/HQ06-0506/Indrias Getachew

Page 27 © UNICEF/HQ06-0126/Li Mingfang

Page 28 © UNICEF/HQ05-1352/Malvina Bezhaeva

Page 30-31 © UNICEF/HQ06-1067/Kate Brooks

Page 31 © UNICEF/HQ06-1378/Giacomo Pirozzi

Page 32 © UNICEF/HQ06-1152/Walid Dukmak

Page 33 © UNICEF

Page 34 © UNICEF/HQ06-0465/Mariella Furrer

## CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNICEF

(au 1<sup>er</sup> janvier 2006)

L'UNICEF est géré par un Conseil d'administration composé de 36 membres. Cet organe intergouvernemental établit les politiques, approuve les programmes et prend des décisions relatives aux plans administratifs et financiers et aux budgets. Les membres sont élus par le Conseil économique et social des Nations Unies et siègent pendant trois ans.

### MEMBRES DU BUREAU POUR 2006

#### Vice-présidents :

H.E. M. Andrei Dapkiunas (Belarus)

#### Vice-Presidents:

S.E. M. Iftekhar A. Chowdhury (Bangladesh)

S.E. M. Ernesto Aranibar Quiroga<sup>1</sup> (Bolivie)

S.E. M. Javier Loayza Barea (Bolivie)

S.E. M. Roble Olhaye (Djibouti)

M. Dirk-Jan Nieuwenhuis (Pays-Bas)

### MEMBRES DU CONSEIL

*Mandats expirant le :*

#### 31 décembre 2006 :

Algérie, Autriche, Bangladesh, Bélarus, Burundi, Djibouti, El Salvador, Finlande, Italie, Liban, Malawi, Myanmar, Sénégal, Suède

#### 31 décembre 2007 :

Argentine, Australie, Belgique, Bolivie, Chine, Fédération de Russie, Japon, Mozambique, Pays-Bas, République démocratique populaire de Corée, Ukraine

#### 31 décembre 2008 :

Burkina Faso, Colombie, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Guatemala, Pakistan, République de Corée, Rwanda, Serbie, Suisse, Turquie

---

<sup>1</sup> S.E. M. Ernesto Aranibar Quiroga a démissionné le 31 janvier 2006 et a été remplacé par S.E. M. Javier Loayza Barea.

Publié par l'UNICEF  
Division de la communication  
3 United Nations Plaza  
New York, NY 10017, États-Unis

Site Internet : [www.unicef.org/french](http://www.unicef.org/french)  
Courriel : [pubdoc@unicef.org](mailto:pubdoc@unicef.org)